

# L'ACTION NATIONALE

---

---

L'ACTION NATIONALE	<i>La guerre et nous</i> .....	89
Léopold RICHER	<i>Le problème de la natalité en Grande-Bretagne et dans l'Empire</i> .....	90
Max LAMBERTY	<i>"Deutschreligion"</i> .....	102
André LAURENDEAU	<i>Vie de l'abbé Groulx (extrait)</i> .....	127



## Notre enquête

Esdras MINVILLE	<i>Le corporatisme et le national</i>	131
-----------------	---------------------------------------	-----



## Chroniques

### Dans la cité

Roger DUHAMEL	<i>Les jeux de la politique</i> .....	141
Frs-Albert ANGERS	<i>Où nous mènent les syndicats</i> .....	153
André L.	<i>Les hautes études sociales à Québec</i> ..	161

### Vie de l'esprit

• • •	<i>Les livres</i> .....	141
• • •	<i>Les revues</i> .....	164

# L'ACTION NATIONALE

REVUE MENSUELLE

---

● *Directeur: André LAURENDEAU* ●

---

L'Action nationale, publiée par la **Ligue d'Action Nationale**, est un organe de pensée et d'action au service des traditions et des institutions religieuses et nationales de l'élément français en Amérique. Elle paraît tous les mois, sauf en juillet et en août.

Les directeurs de la **Ligue** sont: MM. Esdras Minville, président; Hermas Bastien, secrétaire; l'abbé Lionel Groulx, Mgr Olivier Maurault, P.S.S., Pierre Homier, Eugène L'Heureux, Anatole Vanier, Arthur Laurendeau, l'abbé Albert Teslier, René Chalout, Albert Rioux, Dr Philippe Hamel, Léopold Richer, André Laurendeau, Maximilien Caron, Dr Antonio Barbeau, Roger Duhamel, François-Albert Angers.

---

**ADMINISTRATION:** 3516, ave de Lorimier,  
case postale no 1524 Place d'Armes, Montréal.

---

**DIRECTION:** 3472, rue Hutchison, Montréal.

---

Le directeur de la revue, M. André Laurendeau, reçoit sur rendez-vous. Téléphone: ELwood 6777.

---

L'abonnement est de \$2.00 par année

---

## La guerre et nous

*Ni la justice ni la loi ni nos intérêts ne nous appelaient à la défense des Tchèques—nous le savions et nous nous sommes tus.*

*L'ombre de la guerre nous a frôlés, chacun pouvait, en dépit de lui, être appelé demain aux armes — nous le savions, et nous restions stupides.*

*Nos impérialistes par orgueil de race ou égoïsme de commerçant ont crié, agi, fait crier, fait agir — nous courbions la tête avec ce sentiment de fatalité qui fait la fatalité.*

*Les jeunes Canadiens mobilisables, leurs pères, leurs mères, ne se sont pas levés en masse contre l'imminent décret de mort (mort des hommes, mort du pays dont la structure sociale, sans résistance contre une nouvelle catastrophe économique, volerait en miettes sous les coups de la révolution).*

*Aujourd'hui, la menace s'éloigne, nous reprenons notre bon sens, nos instincts les plus profonds et notre volonté indiscutable se remettent à jouer. Il est bien temps! Où nous aurait conduits ce silence, fait de légèreté et de fatalisme, si le destin avait parlé?*

*La prochaine alerte — dans six mois, dans deux ans... personne ne sait — nous verra-t-elle unis et forts? Trouvera-t-elle, dans une action inextinguible, la réplique foudroyante qu'il faudrait?*

*Ou bien allons-nous retourner à nos petites affaires, tandis que les députés lancent l'appel de parti, que les grands journaux empoisonnent ou distraient l'opinion, que les financiers font les patriotes et que les nôtres courent à l'abîme?*

L'ACTION NATIONALE

## Le problème de la natalité en Grande-Bretagne et dans l'Empire

Il est contraire aux méthodes anglaises de gouvernement d'établir des programmes d'action s'échelonnant sur un grand nombre d'années. L'Anglais s'est habitué à envisager les questions au fur et à mesure qu'elles surgissaient de la politique internationale, des progrès scientifiques et des conflits économiques. Cette fois cependant les hommes d'Etat de l'Empire se résignent à prévoir. Ils se demandent ce que l'avenir leur réserve. "Quelle sera la position militaire de l'Empire dans trente ans?" écrivait-on il y a quelques mois dans *The Round Table*. "A n'en pas douter il y aura rareté d'hommes disponibles en cas d'urgence. Les Dominions seront-ils prêts à assumer une plus grande part du fardeau de la défense impériale?"

Avec un taux de natalité déclinant d'année en année, en face de l'effort extraordinaire qu'exigera bientôt la colonisation des Dominions et des colonies, le Royaume-Uni sera-t-il longtemps capable d'assurer la défense militaire de son empire? On songe à la Hollande, petit pays à population stationnaire, qui a perdu ses immenses possessions outre-mer et ses comptoirs internationaux parce qu'elle n'avait pas chez elle assez d'hommes pour entretenir sa marine et une forte armée. A l'heure actuelle il est clair que la Hollande ne conserve ses possessions dans les Indes orientales que grâce à l'assentiment des trois puissances navales du Pacifique. Le cas de la Hollande

n'est pas unique. Il y a celui de la Belgique et du Portugal. Ce dernier, en particulier, ne reste maître de ses colonies qu'à la faveur du jeu d'équilibre auquel se livrent les grands empires.

L'Angleterre, il va sans dire, n'en est pas rendue à ce point. Mais l'histoire va vite. Qui veut construire pour l'avenir doit regarder vers le passé afin d'y trouver des enseignements. Ce qui aggrave la situation actuelle — il ne s'agit plus d'un avenir lointain — c'est la politique de natalité poursuivie par trois grandes puissances. La population de l'Italie sera de 47 millions en 1961; celle de l'Allemagne (l'Autriche non comprise) atteindra 70 millions et plus au cours des trente prochaines années; celle du Japon sera de 70 millions en 1950 et ne commencera à fléchir qu'après avoir touché un maximum de 80 ou de 90 millions. Sans compter que l'Italie a accru son empire et ajouté à sa population nationale quelque dix millions d'Ethiopiens. Le Japon a fortement établi son pouvoir dans le Mandchoukouo, ce qui, en cas d'urgence, peut lui fournir une réserve de population d'une trentaine de millions d'hommes.

Les experts britanniques voient grandir l'influence et la force militaire de l'Italie et du Japon, appuyée sur une population de plus en plus nombreuse, et se reconstituer la puissance allemande grâce à une natalité féconde. En face de ces pays à gouvernement unitaire, les puissances coloniales actuelles: l'Angleterre, la France, la Hollande et la Belgique (sans mentionner le Portugal), devront subir les effets du déclin de leur population. L'Angleterre est moins soucieuse de ce qui surviendra aux autres que de ce que peut lui coûter à elle-même une population

diminuée. Aussi considère-t-on à Londres que le problème de la natalité peut tout aussi bien être envisagé par les gouvernements démocratiques que par les gouvernements à forme de dictature.

Les statisticiens constatent la baisse constante et régulière du taux de la natalité en Angleterre. Pendant la période la plus féconde du dernier siècle, soit de 1851 à 1860, le surplus des naissances par rapport aux décès se chiffrait à 15.1 par mille. Ce taux est maintenant tombé à 3 ou 4 par mille. Ce chiffre est d'autant moins favorable qu'il implique une diminution correspondante du nombre des femmes pouvant donner naissance à des enfants, c'est-à-dire des femmes dont l'âge varie entre 15 et 45 ans. Pour qu'une nation conserve son chiffre de population, il importe qu'elle maintienne au moins à un niveau égal le nombre des femmes en âge d'avoir des enfants. Il ne suffit pas, non plus, que 1,000 femmes donnent naissance à 1,000 petites filles pendant cette période d'une trentaine d'années. Il est évident, en effet, que la mort fera des victimes dans les rangs des jeunes générations.

En 1871, 1,000 femmes donnaient naissance à 292 enfants par année; en 1935, le même nombre de femmes ne donnaient la vie qu'à 110 enfants. Si la tendance actuelle continue, on craint qu'à la fin du siècle 64 p. 100 des femmes ne soient âgées de plus de 45 ans. Il s'ensuivra un déclin rapide de population, particulièrement en Angleterre et dans le Pays de Galles. Le Dr Leybourne prétendait, dans un article publié dans *The Round Table* (décembre 1934), que la population de l'Angleterre diminuerait de 12 millions d'ici une qua-

rantaine d'années. Les Anglais s'offusquent de ce que la presse italienne parle de la nation anglaise comme d'une nation sénile. Or, si les constatations du Dr Leybourne sont exactes, le nombre des personnes âgées de moins de 45 ans tombera de 31 millions à 16 millions en 1976, alors que le nombre des personnes de plus de 45 ans passera de 13 millions  $\frac{1}{2}$  à 16 millions  $\frac{1}{2}$ .

En Angleterre on ne veut point revenir au temps des familles nombreuses. La famille d'un ou de deux enfants semble devenue une preuve de progrès social et de civilisation, non seulement dans le Royaume-Uni, mais dans les principaux pays d'Europe, excepté en Allemagne, en Italie et en Russie. Bien que les dangers que comporte pour l'Empire la limitation systématique des naissances soient extrêmement sérieux, on prétend qu'un retour à la politique des familles nombreuses impliquerait autant, sinon plus, d'inconvénients que d'avantages. On se trouve en face d'un problème insoluble, puisque d'un côté on déplore la dénatalité et que d'un autre on ne veut rien faire pour accroître la population. Les Anglais veulent assurer à leurs enfants une instruction et une éducation très poussées: exigence qui rend celles-ci plus coûteuses. À leur tour les frais élevés de l'éducation incitent les parents à avoir le moins d'enfants possible. De cette façon il est certain que le taux de la natalité ne fera que décroître avec les années.

Les Anglais, comme c'est leur habitude en face d'un problème donné, sont indécis. Ils constatent que le déclin de leur population ne leur apportera bientôt que désillusions et périls. Ils mettent en doute l'argument de ceux qui prétendent que la limitation des naissances fini-

ra par apporter une solution permanente au problème du chômage. Si cela est vrai, répondent-ils, comment se fait-il que les Dominions, dont la population est réduite, ont un problème de chômage aussi bien que les nations surpeuplées d'Europe? Ils rejettent de même la prétention de ceux qui affirment, sans y regarder de près, que le nombre des consommateurs diminue en proportion du nombre des producteurs. Les économistes s'entendent généralement pour soutenir, au contraire, que l'équilibre ne s'établit pas facilement entre producteurs et consommateurs et que tout déclin rapide de la population dans un pays est de nature à créer une situation chaotique.

La dépopulation de l'Angleterre soulève des difficultés d'ordre politique, social et moral. On n'insiste pas sur les difficultés d'ordre moral — en ce pays de liberté où les méthodes anticonceptionnelles sont parfois vantées à l'égal des progrès sociaux et scientifiques — ni sur celles d'ordre social. On aborde plutôt le problème du point de vue nationaliste. On parle un peu comme Mussolini ou comme Hitler. L'Anglais, qui pratique toujours le nationalisme, le prêche rarement. Il a la pudeur puritaine de son patriotisme. Pour une fois, fi de la pudeur! L'Anglais envisage avec mélancolie le jour où la race qui a su propager dans le monde les institutions démocratiques et une nouvelle conception de l'impérialisme diminuera en nombre et en puissance. Le marché exceptionnel de consommation qu'a été l'Angleterre depuis un siècle perdra sa prépondérance. Et des nations moins civilisées (?) et plus nombreuses monteront à l'horizon.

Pour l'Empire et les Dominions, le déclin de la popu-

lation en Grande-Bretagne n'offre rien de bon du point de vue impérial. À venir jusqu'à il y a sept ou huit ans, la population des Dominions augmentait au taux de 20 pour mille par année. Au Canada, pendant la période d'immigration massive, de 1901 à 1911, la population augmentait annuellement de 3.41 pour 100; l'augmentation naturelle était de 1.50 pour 100 et l'augmentation due à l'immigration, de 1.82 p. 100. Vingt ans plus tard, l'augmentation annuelle n'était que de 1.81 pour 100 (augmentation naturelle: 1.51 pour 100; augmentation due à l'immigration: seulement 0.30 pour 100). En Australie et en Nouvelle-Zélande, la diminution du taux d'augmentation était encore plus accentuée. En 1931-1932, la population ne s'accroissait que de 0.77 en Australie et de 0.71 en Nouvelle-Zélande. Ces deux Dominions comptaient alors plus d'émigrants que d'immigrants.

Le taux de la natalité subissait, lui aussi, une baisse appréciable. De 1921 à 1925, le taux de la natalité au Canada était de 27.1 par mille; en 1934, il n'était plus que de 20.4 par mille; pendant les mêmes périodes, le taux de natalité baissait en Australie de 23.9 à 16.4 et en Nouvelle-Zélande de 22.2 à 16.5. Il y a quinze ans, le taux annuel de l'augmentation naturelle de la population était de 16 par mille au Canada, de 14.4 en Australie et de 13.6 en Nouvelle-Zélande; il est maintenant d'environ 11 au Canada, 7 en Australie et 8 en Nouvelle-Zélande. Il résulte de cette situation que toute politique d'accroissement rapide de la population dans les Dominions doit être abandonnée.

Le taux d'augmentation annuelle qui prévalait avant

1930 était d'environ 2 pour 100 dans les Dominions. Pour le maintenir, il faudrait que l'Angleterre puisse envoyer dans ces Dominions 200,000 immigrants par année, ce qui serait supérieur à la moyenne d'immigration britannique d'avant 1930. Ainsi, de 1900 à 1930, la moyenne d'immigration britannique en Australie a été de 23,000; pour maintenir l'augmentation de la population australienne au taux de 1930, il faudrait que ce Dominion absorbât 87,000 immigrants britanniques par année. L'Angleterre est-elle capable de ce nouvel effort? Une telle migration serait désastreuse pour la métropole et pour l'Empire. Il est évident que si la population anglaise était drainée de cette façon vers les Dominions, elle diminuerait à un rythme effrayant, si bien que le principe même sur lequel l'Empire a été bâti n'aurait plus sa raison d'être. Ce principe voulait que les Dominions et les colonies vendissent des aliments et des matières premières à l'Angleterre en échange de produits manufacturés. Cela aurait pour résultat de placer le centre de l'Empire dans un Dominion et impliquerait des périodes transitoires profondément troublées.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre comptait surtout sur l'immigration irlandaise pour peupler les Dominions et maintenir son influence aux Etats-Unis. "Le gouvernement anglais exporte l'Irlande", écrivait Dupont-White en 1857. La politique anglaise s'appliquait systématiquement à ruiner l'Irlande, "anéantissant de parti pris ses industries, privant l'agriculture elle-même de ses débouchés naturels, cela dans l'intérêt des industries et de l'agriculture anglaises... Seule l'émigration permit à des millions d'hommes d'échapper à la mort par la faim.

Aussi dépeupla-t-elle l'île, comme la mort elle-même l'aurait fait." Ce jugement, que René Gonnard porte dans son *Essai sur l'histoire de l'émigration*, est confirmé par les chiffres de la population comparée de l'Ecosse et de l'Irlande en 1841 et en 1901. En 1841, la population de l'Ecosse était de 2,620,000; en 1901, elle était de 4,471,000. Par contre, en 1841 la population de l'Irlande était de 8,196,000; en 1901, elle n'était plus que de 4,456,000.

L'Irlande, épuisée, ne fournit bientôt plus qu'un faible contingent d'émigrants. Elle a été remplacée par l'Angleterre, l'Ecosse et le Pays de Galles. De 1815 à 1920, il est sorti du Royaume-Uni plus de 17,000,000 d'hommes, d'après certains auteurs. D'autres en estiment le nombre à 20,000,000. La majorité des émigrés s'en allaient aux Etats-Unis, où ils maintenaient la prédominance de la civilisation anglo-saxonne. Le reste se dirigeait vers le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique-Sud et les innombrables colonies britanniques. Les colonies cependant n'ont jamais absorbé un nombre considérable de colons anglais. Ceux-ci n'y demeuraient qu'un temps — le temps d'y faire fortune, probablement. Ils constituaient le gros des sorties et des rentrées dont tiennent compte les registres de l'émigration et de l'immigration anglaises.

Depuis 1920, l'émigration britannique dans l'Empire est tombée à des chiffres fort bas. En 1913, environ 285,000 sujets britanniques quittaient l'Angleterre pour aller s'établir dans les différents pays de l'Empire; en 1920, ce nombre tombait à 198,593 et en 1931 à 27,151. La *Fédération des Industries Britanniques*, pro-

fondément émue de ces réductions successives, soumettait un mémoire aux hommes d'Etat réunis en conférence impériale à Ottawa en 1932. "La gravité de cette situation est évidente, tant au point de vue du problème du chômage en Grande-Bretagne que de celui d'une plus faible augmentation du "pouvoir humain" dans les Dominions", disait le mémoire. On y rappelait aussi les recommandations de la conférence impériale de 1930 dans lesquelles il était dit que la position des Dominions, en tant que marchés pour les denrées anglaises, était liée à la migration. Plus la population d'origine britannique augmenterait dans les Dominions, plus forte serait la demande pour les marchandises anglaises. Le mémoire disait également, il est vrai, que les Dominions n'étaient guère désireux de servir de dépotoirs pour le surplus de la population anglaise, mais il insistait, non sans aigreur, sur la faillite des projets de migration encouragés par le gouvernement de Londres.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler ce que M. René Gonnard écrivait: "D'une manière générale, les Dominions et colonies offrent un débouché suffisant pour une émigration plus forte, de beaucoup, que l'émigration actuelle. Si celle-ci n'est pas plus nombreuse, c'est que le taux de natalité s'est effondré en Grande-Bretagne, que la législation du chômage y décourage l'esprit d'aventure et que la mentalité générale du peuple anglais n'est pas sans s'être quelque peu modifiée. Sous un régime légal et social tel que la Grande-Bretagne l'a connu il y a un siècle, il est probable qu'un million de chômeurs, qui sont restés en Europe, auraient émigré en Amérique et en Australie; solution qui aurait évidemment été plus

ture pour les intéressés, mais dont on ne peut méconnaître qu'elle eût été sans doute plus avantageuse et pour l'Angleterre et pour l'Empire."

M. Gonnard envisageait la question d'un point de vue scientifique et objectif. Il écrivait d'ailleurs il y a une dizaine d'années, avant le déclenchement de la crise économique qui a déterminé une nouvelle politique canadienne d'immigration. Cette politique, qu'inaugura en 1931 M. Bennett par suite du problème du chômage qui s'est posé subitement, ne saurait se modifier du jour au lendemain de par la volonté des gouvernants de Londres ou d'Ottawa. Bien que M. Bennett soit maintenant converti à l'idée de la reprise de l'immigration, sous prétexte que le Canada avec son immense territoire sous-peuplé est une proie facile pour les population surpeuplées d'Europe et d'Asie, il nous reste encore à résoudre le problème du chômage, contre lequel M. Bennett s'est montré lamentablement impuissant. M. King ne semble guère plus capable que son prédécesseur de donner de l'emploi aux chômeurs.

La situation domestique n'est donc pas changée pour la peine au Canada depuis 1931. Ce qui plus est, l'Angleterre ne peut plus envoyer des centaines de milliers d'émigrés dans les Dominions et les colonies. C'est sur cet aspect de la question que nous voulons insister. On verra que l'agitation que l'on fait depuis quelques années en faveur de la reprise de l'immigration anglaise ne repose pas sur une connaissance exacte de la situation. L'Angleterre est incapable de fournir un nouvel effort, qui équivaldrait à une saignée excessivement dangereuse. La *Revue statistique de l'Enseignement général britanni-*

que annonçait, en 1927, que le taux de la natalité en 1926 était tombé à 17.8 par 1,000. Depuis lors ce taux n'a pas cessé de décroître. À cette époque un commentateur impartial pouvait écrire: "Le taux de la natalité en Angleterre et dans le Pays de Galles est maintenant inférieur à celui qui existe en France; il est le plus bas de tous les grands pays de l'Europe, à l'exception de la Suède." Tout tend à encourager la limitation des naissances: l'éducation, les habitudes, les loisirs, la vie sociale, le problème du logement, le problème des domestiques, le féminisme... Sans aucun doute, tout n'est pas encore perdu pour l'Angleterre. Mais elle ne saurait prétendre, comme elle l'a fait depuis plus d'un siècle, pouvoir accroître sa population et celles des Dominions et des colonies sans dangers sérieux pour elle-même et pour l'Empire. D'autant plus que, comme nous venons de le voir, le taux de la natalité dans les Dominions et colonies est également à la baisse. Les conséquences de cette situation peuvent devenir tragiques.

Il est bon assurément que les Canadiens aussi bien que les Anglais sachent que le Royaume-Uni conservera difficilement son hégémonie mondiale à moins qu'il ne prenne des mesures pour arrêter la dénatalité chez lui. Le même problème est à l'ordre du jour dans les principaux Dominions. Au Canada, l'augmentation naturelle de la population d'origine britannique, ou simplement de langue anglaise, est loin d'être suffisante. L'Angleterre voudra sans doute tenter un nouvel effort, qui équivaudra à un acte de confiance dans les principaux Dominions pour y envoyer une bonne partie de ses chômeurs et alléger d'autant ses charges publiques. Mais cet effort

ne pourra durer qu'un temps. Il devra diminuer en intensité d'année en année.

Ce serait folie pour l'Angleterre que de vouloir recommencer à expédier des dizaines de milliers d'émigrants annuellement. Elle se priverait ainsi des hommes dont elle a besoin sur place tant pour entretenir sa marine que pour soutenir son commerce d'exportation. Ce serait folie aussi de la part du Canada de consentir à rouvrir ses portes à l'immigration, britannique ou autre, attendu que nous avons encore des charges effrayantes résultant d'un chômage prolongé. L'Empire, qui a traversé bien des crises et qui a su, — en dépit de difficultés qui faisaient parfois présager la fin d'une puissance audacieuse, — maintenir sa suprématie sur tous les continents, saura peut-être, encore une fois, trouver la solution inespérée. Mais quand un pays est touché dans sa population, c'est ordinairement le commencement de la déchéance.

Léopold RICHER

### Propos sur un cheval mort

A ce que nous répètent des amis bien informés, l'on dit couramment à Ottawa qu'advenant l'entrée du Canada dans un conflit armé, le gouvernement pourrait mettre en vigueur la loi de conscription, ce fameux *cheval mort* dont il fut parlé en chambre l'année dernière. On ajoute que M. King en tiendrait fermement pour un référendum au peuple canadien, mais on rappelle la trahison dont Laurier fut victime et l'on assure que les beaux jours du ministère d'union pourraient revenir.

Si tout cela est exact, le cheval mort, demain, ce pourrait bien être la Confédération elle-même.

## «Deutschreligion»<sup>1</sup>

Avec une insistance inlassable, l'Eglise catholique dénonce deux tendances dans lesquelles elle découvre un danger pour l'avenir du christianisme en Europe: l'athéisme communiste, propagé en Russie, et le panthéisme national-socialiste, propagé en Allemagne.

Ce n'est pas la première fois au cours de son histoire que l'Eglise romaine dénonce ses adversaires.

Il y eut toujours des hommes qui refusèrent le baptême et d'autres qui, étant baptisés, abjurèrent.

Bien des pages de l'histoire rappellent les sombres drames qui ont marqué, à certains moments, la lutte entre la foi et l'hérésie.

Ce qui est nouveau, actuellement, c'est que l'Eglise et l'Etat ne sont plus d'accord sur toute la ligne pour faire face à l'ennemi et que, dans certains pays, l'Etat est même le principal adversaire de l'Eglise.

En effet, dans les deux pays les plus étendus et les plus peuplés de l'Europe, l'Allemagne et la Russie, l'Etat prend directement ou indirectement une attitude d'hostilité à l'égard des Eglises chrétiennes.

Tout en se détournant l'un comme l'autre du christianisme, le communisme russe et le national-socialisme allemand prennent des positions fort différentes.

---

<sup>1</sup> M. Max Lamberty, philosophe flamand, est l'auteur très estimé d'une *Philosophie der Vlaamsche Beweging*, qui n'est malheureusement pas traduite en français, et d'un essai, *Le rôle Social des Idées*, dont on a signalé l'importance ici même, en mars dernier.

Le communisme russe adopte un point de vue nettement athée: il rejette l'idée de l'existence de Dieu et rejette conséquemment toutes les religions, qu'il considère, selon le mot de Karl Marx, comme "de l'opium pour le peuple".

On ne peut dire la même chose du national-socialisme allemand qui, lui, admet l'idée de l'existence de Dieu, ne se prononce ouvertement contre aucune religion, mais propage des doctrines qui sont aux antipodes du christianisme. Ces doctrines tendent à donner au peuple allemand une religion nouvelle, une foi allemande, la *Deutschreligion* ou *Deutschglaube*.

Examinons de plus près cette *Deutschreligion* proposée au peuple allemand par des intellectuels autorisés du régime national-socialiste. Etudions les écrits d'Alfred Rosenberg, le philosophe officiel du Troisième Reich, auteur de la nouvelle philosophie allemande. Il l'a définie dans son *Mythus des XXten Jahrhunderts* (le *Mythe du XXe siècle*). Le titre du livre veut dire: ce que sera et doit être le mythe, c'est-à-dire, selon le sens attaché au terme par Sorel, l'idée-force, l'idée motrice échappant plus ou moins aux lois de la raison, la foi, la religion du XXe siècle. L'*Action Nationale* a publié un excellent résumé de ce livre, dû à M. Baas, dans son numéro de septembre 1937.



Pour situer exactement la *Deutschreligion* en Allemagne, il faut tout d'abord noter que les deux tiers environ des Allemands sont réformés, l'autre tiers étant catholique. Cela veut dire que depuis la Réforme protestante,

donc depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, la grosse majorité des Allemands ont été habitués à l'exercice de la souveraineté de la conscience individuelle en matière religieuse.

Après la Réforme, il y eut la longue lignée des penseurs rationalistes et idéalistes.

Il y eut Kant, qui enseigna que l'esprit humain est constitué de telle manière qu'il ne peut connaître la "chose en soi", l'absolu, la réalité dernière.

Il y eut Goethe, poète et penseur, le plus populaire des auteurs allemands, qui, dans le domaine religieux, se fit le défenseur du panthéisme spinoziste.

Il y eut Fichte, qui ne s'illustra pas seulement comme disciple de Kant mais encore et surtout comme champion du nationalisme allemand. Dès le début du siècle dernier, il ne se borna pas à enseigner que la nation est d'essence divine. Il éveilla avec une énergie farouche le sentiment national allemand. Il mit en lumière la grandeur du peuple allemand dans le passé et exalta la mission civilisatrice qui lui incombe dans l'avenir.

Il y eut Hegel. Ses théories sur la nature et le rôle de l'Etat, considérant ce dernier comme l'expression de l'absolu, ont moins d'importance dans le domaine qui nous occupe. Plus importante est sa philosophie générale, son idéalisme, qui aboutit, en matière religieuse, à une sorte de panthéisme idéaliste.

Après Hegel il y eut Strauss et sa critique des origines du christianisme, affirmant que nous ne connaissons pas Jésus par l'histoire, mais par les mythes de la foi.

Il y eut Feuerbach, qui enseigna que la religion doit être absorbée par l'anthropologie, attendu que la notion de Dieu est une notion fabriquée par l'homme lui-même,

en vue de répondre à certains besoins du coeur, des besoins qui, d'ailleurs, méconnaissent l'intelligence.

Il y eut Schopenhauer, dont la philosophie volontariste voit l'essence de l'univers non dans la matière, non dans l'intellect, mais dans la volonté.

Il y eut Haeckel qui, en combinant le transformisme de Darwin et les données de la physique et de la chimie modernes, aboutit à un monisme matérialiste.

Il y eut Fechner et son monisme psychique.

Il y eut Nietzsche: l'exaltation passionnée de la vie, de l'action, de la volonté de puissance, de l'héroïsme, du "Surhomme".

Il y eut Karl Marx et Engels, dont les théories acquirent une influence énorme au sein de la classe ouvrière. L'une des conséquences de la propagation du marxisme fut d'éloigner les masses du mysticisme chrétien et de les rapprocher des valeurs concrètes.

Il nous faut mentionner aussi l'influence exercée indirectement par un illustre compositeur: Richard Wagner. Sa célèbre tétralogie, *l'Anneau du Nibelung*, magnifia les dieux et les héros païens de la vieille Germanie. Par la magie de sa musique, il les rendit populaires bien plus que n'auraient pu le faire les historiens et les philologues qui exhumerent et commentèrent le vieux *Nibelungenlied* et les légendes nordiques.

Il nous faut rappeler que le racisme était propagé déjà dès la fin du siècle dernier et que Rosenberg n'eut qu'à compléter et systématiser ce que ses devanciers — le Français Gobineau d'abord et Chamberlain ensuite — avaient écrit. Depuis plus d'un demi-siècle les Allemands, informés par ces auteurs et par quelques autres moins

connus, se sont progressivement familiarisés avec un ensemble d'idées affirmant :

la supériorité de la *race aryenne*, la race blanche, celle qui a créé la civilisation européenne, ou occidentale;

l'origine *nordique*, et non asiatique, de cette race;

la valeur de la *race germanique*, expression la plus pure de la race aryenne;

la noblesse particulière du *peuple allemand*, considéré comme le noyau le plus intact de la race germanique.

Enfin il faut mettre en lumière le rôle d'une série de penseurs allemands dont l'influence s'exerça surtout depuis la guerre et qui doivent être considérés comme les précurseurs immédiats de la philosophie nationale-socialiste, notamment Spengler, Frobenius et Spann (qui est autrichien). Leur caractéristique essentielle est qu'ils considèrent comme absolu le lien existant entre la culture d'un peuple et l'ensemble des facteurs techniques, économiques, sociaux, biologiques et géographiques, qui composent son milieu.

Les théoriciens nationaux-socialistes, et notamment Alfred Rosenberg, se rattachent étroitement à ces penseurs. Ils en ont continué l'évolution. Ils ont tiré la conclusion des prémisses établies par leurs précurseurs: ils ont enseigné que toutes les manifestations de la culture, la religion, la morale, l'art, la science, le genre de vie, la structure de la société et de l'Etat, sont indissolublement liés à la *race*, au *sang*, ainsi qu'au *sol*.

Partant de ce principe, ils ont considéré que les aryens ne peuvent avoir d'autre culture que celle qui est née et qui s'est développée en Europe, tout comme les nègres ne

peuvent avoir une autre religion, une autre morale et un autre art que ceux qui se développèrent en Afrique.

Ils ont voulu examiner ensuite avec attention les diverses manifestations de la culture en Allemagne en vue d'établir s'il n'y avait pas là des éléments étrangers à ce que peuvent et doivent normalement inspirer le sang et le sol allemands.

Ils ont découvert bien vite ces éléments étrangers à l'âme aryenne en général et à l'âme allemande en particulier. Chacun sait que la musique nègre, la musique de *jazz-band*, fut immédiatement pourchassée. La musique de *jazz-band* n'est pas de la musique allemande. Elle est une expression de l'art nègre qui perd tout son charme lorsqu'on l'éloigne du milieu naturel d'où il est issu. Chacun sait aussi que le nouveau régime marqua son avènement par des autodafés de livres sur les places publiques. Ce fut un geste symbolique. Il fallait bannir des bibliothèques publiques et des écoles les écrits qui n'étaient pas des produits authentiques de l'esprit allemand. Il en fut de même dans le domaine des beaux-arts. Les oeuvres qui, par le choix du sujet ou l'exécution, ne sont pas d'inspiration aryenne, ont été retirées des musées ordinaires et réunies dans un musée spécial, à Munich. C'est une sorte de musée de la laideur, où l'on rencontre non seulement ce qui est oriental, mais encore ce qui contredit le rationnel, l'ordre, l'équilibre, la clarté, la simplicité.

Et la religion? Où en était-on dans ce domaine, si important pour le développement de la culture allemande? Les religions dominantes étaient des religions chrétiennes: le protestantisme et le catholicisme. Pendant des siè-

cles les Allemands s'en étaient contentés. Ils n'avaient d'ailleurs attaché qu'une importance tout à fait relative à la pureté de leur race et à l'originalité de leur culture. Ils ne s'étaient guère demandé ce qu'il pouvait y avoir de non aryen dans leur religion. D'ailleurs, Luther, que Rosenberg considère comme le principal sauveur de la culture de l'Occident, avait, il y a quatre siècles, rendu déjà le christianisme plus conforme à l'âme germanique.

Il fallait néanmoins serrer le problème de près. Le christianisme est-il un produit de l'esprit allemand? Est-il issu du sang allemand? Est-il né sur le sol allemand? Non. Jésus, le fondateur de la religion chrétienne, naquit en Asie-Mineure, dans la lointaine Palestine. Le christianisme fut créé et propagé à ses débuts par des hommes qui avaient du sang sémitique dans les veines et qui, dès lors, ne pouvaient pas ne pas penser en Sémites. Il devait nécessairement convenir surtout à des esprits sémitiques dont il traduisit, consciemment ou non, les aspirations.

Sans doute, enseigne Rosenberg, les Européens s'efforcèrent-ils, au cours des siècles, à pétrir le christianisme à leur image et selon les besoins de l'esprit occidental. Sans doute tâchèrent-ils d'imprimer leur sceau sur cette religion venue de l'Orient, en interprétant ses conceptions. N'est-il pas frappant que jamais un artiste de l'Occident n'a tenté de reproduire le Christ sous les traits sémitiques qu'il dut avoir?

Malgré cette adaptation, dit Rosenberg, le fond sémitique du christianisme avait subsisté, surtout sous sa forme catholique. Quelle attitude un Allemand, conscient de la haute vertu de sa race, pouvait-il et devait-il adopter à l'égard des religions chrétiennes?

Rosenberg et ses amis ont donné à cette question une réponse qui repousse le christianisme, sinon selon la lettre, tout au moins selon l'esprit.

Nous allons immédiatement nous en rendre compte.



Tout d'abord les théoriciens nationaux-socialistes veulent que la religion en Allemagne soit *artgleich*, c'est-à-dire conforme à l'âme, au caractère, aux aspirations propres du peuple allemand. Dans cet ordre d'idées, ils s'appliquent à découvrir des traits spécifiquement allemands dans la conception que se firent de Dieu et de la religion les mystiques allemandes du moyen âge — notamment Eckehart — ainsi que les philosophes et même les poètes allemands.

Ensuite il faut que la conception allemande de Dieu soit *zeitgemass*, c'est-à-dire conforme à l'esprit de notre temps, conforme aux acquisitions de la science contemporaine.

Ces principes étant posés, comment la nouvelle religion voit-elle l'univers?

Le christianisme enseigne que Dieu est un être personnel et parfait, qui, à un certain moment, de libre gré, a créé en dehors de lui un monde imparfait. Dans tout ce qui existe, il faut donc distinguer: le Dieu qui est parfait d'un côté, la création imparfaite, de l'autre côté. La *Deutschreligion*, panthéiste, n'admet pas l'existence d'un monde supranaturel en dehors de l'univers naturel. Elle ne veut pas tracer une frontière entre Dieu et la nature. Dieu n'est pas en dehors de la nature. Il est, au contraire, réalisé en elle. Rien n'existe en dehors de Dieu. Et Dieu

est tout ce qui existe. La terre est une partie de Dieu. L'homme qui habite la terre est encore une partie de Dieu. Dieu se réalise dans les millions de soleils qui peuplent l'infini, dans les pierres sur lesquelles nous marchons, dans les arbres de la forêt, dans les animaux qui vivent à nos côtés. Mais il n'arrive pas à l'état de conscience dans toutes les parties de la nature. Ce n'est que dans l'homme que Dieu franchit le seuil de la conscience. Dieu a besoin de l'homme pour apprendre à se connaître lui-même.

Le christianisme enseigne que Dieu a fait surgir l'univers du néant. La nouvelle religion allemande repousse cet enseignement. Faire surgir quelque chose du néant, c'est une conception qui ne peut être née que de la fantaisie orientale. L'idée même du néant n'est pas aryenne. Elle est sémitique. Elle n'a pas pu être enfantée par un cerveau nordique. D'ailleurs, si l'on admet les récits bibliques, on doit admettre aussi que Dieu peut intervenir à chaque instant et arbitrairement dans les affaires des hommes. Cela est en contradiction absolue avec l'esprit aryen. Celui-ci ne fait-il pas un effort incessant pour saisir et formuler les lois des phénomènes et pour faire régner l'ordre dans les sociétés en les soumettant à des lois qui tendent toutes à écarter les interventions arbitraires? Les vieilles légendes germaniques montrent de façon frappante combien l'arbitrage répugne à l'esprit nordique: Odin, le Dieu des vieux Germains, protégeait le droit et les traités. Lorsque, trompé par le bâtard Loki, il lui arriva de violer un traité sacré, son pouvoir s'effondra et Odin entraîna dans sa chute tous les dieux du Walhall. Ces considérations valent naturellement pour tout ce qui,

dans le culte catholique, touche à la transsubstantiation. La transformation miraculeuse de l'eau en vin, du vin en sang, du pain en chair, est, au même titre que tous les miracles, un produit de l'esprit oriental, épris de magie, de sorcellerie et de prestidigitation. C'est à l'esprit oriental que l'on doit le dogme de la Trinité, le mystère des trois personnes distinctes qui n'en font qu'une. C'est encore à l'esprit oriental que l'on doit les sciences occultes du moyen âge et notamment l'alchimie qui se proposait de découvrir la "panacée universelle" et la "pierre philosophale".

Le christianisme, dualiste, établit une distinction nette entre l'esprit d'une part et la matière d'autre part. Dieu donne une âme à chaque être humain, au moment de sa naissance. Il lui reprend cette âme au moment de sa mort. L'âme habite pendant un certain temps une enveloppe matérielle et périssable. Mais l'âme et le corps restent séparés dans leur essence. La *Deutschreligion*, moniste, voit dans l'esprit et la matière deux aspects d'une seule et même substance, englobant à la fois la matière, la volonté et l'intelligence. La matière a besoin de l'esprit et l'esprit a besoin de la matière. Il y a de l'esprit dans la course folle des électrons autour des protons. Il y a de l'esprit dans l'élan des rayons du soleil. Et l'esprit lui-même, on ne peut se le représenter sans un substratum matériel. C'est pourquoi, loin de reléguer le corps humain et la vigueur physique à un rang inférieur dans l'échelle des valeurs, le national-socialisme exalte la vigueur et la beauté physiques. Il veut cultiver le corps humain pour lui assurer l'épanouissement intégral et le maximum de perfection. Ces tendances appurent net-

tement lors des jeux de Berlin en 1936 et dans le film *Olympia*, qui reproduit les principaux épisodes de cette manifestation sportive mondiale. Les mêmes tendances inspirent aussi l'organisation de l'enseignement dont les programmes font une large place à la biologie et à l'éducation physique.

Le christianisme enseigne que l'âme humaine est immortelle. La *Deutschreligion* rejette également ce dogme. La mort n'est pas la fin de la vie, dit-elle. Le corps de l'homme retourne au sein de la terre où il se dissout. La matière qui le compose et qui est éternelle se groupera plus tard autour d'un nouveau noyau. Sous une forme nouvelle elle retournera à la lumière du jour. La mort n'est donc pas une fin. Elle est le passage d'un état temporaire de conscience à un état temporaire d'inconscience.

Le christianisme enseigne que l'homme est un être imparfait, faillible, chargé en outre d'un lourd péché, le péché originel. C'est pour alléger le sort de l'homme que le Christ, le Fils de Dieu, est descendu sur terre. Il y a vécu parmi les hommes et y a souffert le martyre. Par l'intercession du Christ, l'homme peut obtenir son pardon et participer à la grâce divine. Le Christ a ouvert à l'homme les portes du ciel.

La *Deutschreligion* part du principe que Dieu s'exprime de la façon la plus complète dans l'homme et que ce dernier est donc la manifestation la plus noble de l'être. Comment justifier dès lors l'affirmation que l'homme vient au monde courbé d'avance sous le poids de ses péchés et de ses défaillances? Le fond de l'homme est mauvais? Mais on pourrait tout aussi bien prétendre que le soleil ou la lune, ou le vent et la pluie, bref, que

toute la création et Dieu lui-même sont mauvais. Et puis, de quoi l'homme doit-il être racheté? Le péché d'Adam ne peut peser que sur l'auteur direct et immédiat de ce péché. La vie héroïque et le martyre du Christ ne valent que pour lui-même. Le péché héréditaire, le bouc émissaire, l'agneau sacrifié, l'accablement par le péché et le besoin d'être racheté sont des notions qui ne peuvent être issues d'un cerveau nordique. L'homme nordique a, au plus haut point, le souci de sa liberté, de sa dignité, de son honneur. La *Deutschreligion* pense avec Nietzsche qu'il n'y a qu'un péché: la lâcheté. Quant à la macération, la mortification, la flagellation, où se traduit le désir pervers de faire souffrir la chair vivante, il est inutile de dire que c'est là une manifestation caractéristique de sadisme oriental.

La conception de la grâce, accordée ou refusée arbitrairement par un Dieu invisible, est encore de nature sémitique. L'âme noble de l'homme n'a pas besoin de grâce, disait le Maître Eckehart, le mystique allemand du moyen âge, que Rosenberg considère comme un précurseur. L'homme nordique peut-il consentir à implorer avec humilité et à attendre avec patience la grâce de Dieu? Non. L'homme nordique ne sollicite pas de cadeaux. Ces cadeaux blesseraient son honneur. Lorsqu'il veut obtenir quelque chose, il travaille ou il lutte. Il veut pouvoir dire que tout ce qu'il possède il le doit à lui-même. Son bonheur, il veut le construire de ses propres mains. La *Deutschreligion* commande à l'homme allemand, non pas de prier, mais de travailler, non pas de s'agenouiller, mais de lutter, non pas de s'incliner devant l'adversité, mais de se raidir. Elle ne veut pas qu'il se

laisse crucifier; elle veut qu'il combatte. Elle ne veut pas qu'il se contente du minimum; elle veut qu'il tende vers le maximum. Elle ne lui propose pas le renoncement et la contemplation, mais la volonté et l'action. Elle ne lui conseille pas le dépouillement et la mortification, mais l'expansion créatrice. Elle ne lui suggère pas l'humilité, mais la fierté et l'orgueil. Elle ne l'entraîne pas à la sainteté, mais à l'héroïsme. Elle exalte non pas l'amour universel, mais le sentiment de l'honneur. Elle ne glorifie pas le Prêtre, mais le Soldat. Au Christ elle oppose Prométhée.

La *Deutschreligion* considère que l'âme nordique est "faustienne". Cette affirmation nécessite un commentaire. Il est écrit dans l'Évangile selon saint Jean: "Au commencement était le *Verbe*"... Or Goethe a mis, à ce propos, dans la bouche de son Faust, les paroles suivantes: "Il ne m'est pas possible d'attacher un tel prix au *Verbe*... Au commencement était l'*Action*". En formulant cette pensée, Goethe exprimait le fond de l'âme nordique, estiment les théoriciens nationaux-socialistes, suivant ici les enseignements de leurs précurseurs, de Chamberlain à Spengler. L'âme "faustienne" — dynamique — de la race nordique, place l'*Action* au-dessus du *Verbe*. Elle veut *créer* avant de parler. Elle laisse la parole — lisons: les vains bavardages — aux Orientaux et se réserve le travail, l'organisation, la prestation, tant dans le domaine de l'activité matérielle que dans celui de l'activité intellectuelle.

Le christianisme enseigne que Dieu a communiqué à quelques élus ses *Commandements*. L'homme a donc appris directement, de source surnaturelle, ce qu'il doit

faire et ne pas faire. Le Dieu chrétien est personnel. Il est en dehors et au-dessus de toutes les créatures. Il est le Juge suprême. Il ne fait pas de distinction entre les races ou les peuples. Il fait une distinction entre les hommes ou, plus exactement, entre leurs consciences. Ceux qui obéissent à ses Commandements sont récompensés par la félicité éternelle. Ceux qui transgressent ses Commandements sont punis par la damnation éternelle. La félicité et la damnation sont individuelles.

La *Deutschreligion* ne laisse subsister aucune de ces positions chrétiennes. Et pour cause: elle n'admet pas l'existence d'un monde supranaturel. Elle n'admet pas l'existence d'un Dieu personnel, régnant en dehors et au-dessus des créatures. Elle établit une distinction nette entre les races, les unes étant supérieures, les autres étant inférieures. Dieu se réalise dans toutes les parties de l'univers, dans toutes les créatures. Il trouve cependant son expression suprême dans la race aryenne. Celle-ci dépasse en qualité toutes les autres. Tout ce que les autres races ont créé, elles n'ont pu le faire qu'après un apport de sang aryen. Et la philosophie nationale-socialiste ajoute que le peuple allemand est le noyau le plus intact, le plus vivant, le plus créateur de la race aryenne. Dès lors ce peuple, expression la plus complète de Dieu, n'a pas à recevoir ses Commandements d'une autorité extérieure à lui-même. Il discerne la loi mieux que n'importe quelle créature. Il peut mieux *juger* que n'importe quel autre peuple. Ce qu'il proclame *Bien* ou *Mal* est consacré comme tel par l'expression la plus parfaite de Dieu. Le peuple d'essence supérieure s'identifie en fait avec Dieu, Juge suprême, avec la Loi, avec le Bien. L'ordre moral chré-

tien s'en trouve bouleversé de fond en comble. Mais cela ne peut gêner la philosophie nationale-socialiste, qui se tient fort à l'aise sur ses positions de départ. En effet, l'ordre moral chrétien, tel qu'il s'exprime dans la Bible, est issu du cerveau de la race juive. La race juive a réussi à imposer sa conception de Dieu à d'autres races, notamment à la race aryenne qui, cependant, lui est infiniment supérieure. Il n'est pas trop tard pour mettre fin à cette situation paradoxale. S'il était une race digne d'enseigner aux autres ce qu'est Dieu, ce qu'est la Loi, ce qu'est le Bien, ce ne pourrait être que la race aryenne, celle qui figure au sommet de la hiérarchie des races, effectivement et visiblement.

Ce n'est d'ailleurs pas à cela que vise la *Deutschreligion*. Elle ne songe pas à s'imposer aux autres races. La religion étant une manière de concevoir Dieu, l'univers et l'humanité, c'est-à-dire une manière de sentir, de comprendre, de penser, elle est, comme toutes les manifestations de la vie mentale, liée aux multiples facteurs biologiques et géographiques qui composent un milieu, un genre de vie, une mentalité, bref une manière d'être physique et psychique. Dès lors il est logique que chaque race et même chaque peuple ait sa religion à lui. La *Deutschreligion* n'entend donc pas substituer à l'universalisme judaïque chrétien un universalisme germanique. Elle repousse une religion qui lui vient du dehors, qui lui est géographiquement et psychologiquement étrangère. Mais en vertu de ses propres principes elle ne veut pas s'imposer aux autres races.

Nous avons rappelé plus haut que la félicité et la damnation, conséquence des actes posés par les individus, sont

individuelles, selon le christianisme. La philosophie nationale-socialiste considère que cette morale est individualiste et égoïste: elle incite chacun à s'occuper avant tout du salut de son âme en vue d'une félicité personnelle; elle éloigne dès lors des préoccupations visant le salut de la collectivité, de la nation, de la race.

Enfin le Christ a enseigné que tout homme doit aimer son prochain comme soi-même, quel que soit ce prochain, même s'il est l'adversaire. *L'amour* du prochain combiné avec l'amour de Dieu est la valeur centrale du christianisme. Or la valeur centrale de la religion raciste est *l'honneur*, disons, pour être plus précis: l'honneur de la race jugée supérieure. La doctrine de l'amour qui veut embrasser en même temps toutes les créatures du monde est contraire à la hiérarchie des races. En outre, elle amollit les coeurs et énerve les énergies. Elle est donc un danger pour la race supérieure, qui a pour devoir essentiel de sauvegarder sa dignité, son honneur. "L'idéal de l'amour du prochain doit absolument être subordonné à la notion de l'honneur national", dit Rosenberg. Le premier des devoirs de l'homme nordique, c'est d'être fidèle à sa race. Etre fidèle à sa race, c'est, pour l'homme nordique: respecter Dieu, respecter la Loi divine, respecter le Bien et respecter le prochain. Il va de soi que le prochain perd son droit au respect, si l'une ou l'autre de ses initiatives est contraire à la Loi et au Bien, tels que les définit la conscience du peuple, "l'ultime critère des valeurs", selon les termes de Rosenberg. La conscience du peuple d'essence supérieure s'identifiant en fait avec la conscience divine, trahir sa race, c'est, pour l'homme nordique, trahir Dieu. Une *action* est *bonne* ou *mauvaise* dans la me-

sure où elle tient ou ne tient pas compte de l'honneur, de la dignité, du bien-être, de la sécurité, bref des intérêts moraux et matériels du peuple supérieur et de tous les membres qui le composent.

Voilà les traits essentiels et l'esprit de la *Deutschreligion* issue de la philosophie nationale-socialiste, telle que celle-ci s'exprime chez Alfred Rosenberg et ses disciples, tous continuateurs des penseurs cités plus haut.

Ce n'est pas sans raison, comme on le voit, que la *Deutschreligion* est dénoncée comme néo-païenne. Il est clair qu'il existe un abîme entre ces conceptions et le christianisme. Les divergences sont inconciliables.

Par ses jugements de vérité de même que par l'échelle de valeurs qui s'y rattache, la *Deutschreligion* est nettement panthéiste et naturaliste. Elle est indissolublement liée au nationalisme allemand. Son panthéisme naturaliste et son nationalisme raciste en font une des manifestations typiques de certains courants intellectuels modernes. L'influence des penseurs allemands qui ont contribué à la formation de ces courants apparaît de façon frappante.

Le mouvement fut d'abord dirigé par un professeur—le professeur Hauer—, ensuite par un général—le maréchal Ludendorff, l'un des grands chefs de l'armée allemande pendant la guerre de 1914 à 1918. Un professeur et un général sont des personnalités que l'on révère en Allemagne.

L'an dernier, la *Deutschreligion* a acquis le même statut juridique et les mêmes droits que les religions chré-

tiennes, protestante et catholique. En fait, elle dispose d'une situation privilégiée. Elle est, en effet, l'expression, sur le plan religieux, de la *Weltanschauung*, c'est-à-dire de la philosophie du parti national-socialiste. Or ce parti a en mains les leviers de commande de l'Etat allemand contemporain, Etat dictatorial, autoritaire, "totalitaire".

Bien entendu, la *Deutschreligion*, tout en ayant acquis le statut légal, n'a pas, jusqu'à ce jour, une liturgie déterminée. Elle n'a pas de temples. Si elle a des dogmes, ils ne sont pas cristallisés en des formules définitives. Elle est plutôt un courant d'idées qu'une Eglise. Les idées positives y côtoient des tendances purement négatives. Les attitudes sont parfois assez divergentes. Les uns songent à adapter les Eglises chrétiennes en les réformant. Les autres veulent rompre brutalement avec le passé chrétien.

La *Deutschreligion* porte en son sein les divergences et même les contradictions que l'on relève dans la philosophie de Rosenberg, dont elle est une émanation.

En effet: quelle doit être, d'après le *Mythe* de Rosenberg, l'attitude du national-socialisme à l'égard de la religion? Une attitude double, en fait contradictoire:

1o il faut éliminer tout ce qui, dans les religions existantes, est contraire à l'esprit nordique;

2o il faut promouvoir la création d'une religion nouvelle qui sera l'expression la plus complète de l'esprit nordique.

Cette double attitude ne gêne pas le national-socialisme pour le moment. En effet, il ne songe pas à la création d'une nouvelle religion universelle, mais à l'élaboration d'une conception allemande de Dieu.

Nous avons négligé, de propos délibéré, dans le présent exposé, les épisodes de la lutte, tantôt ouverte, tantôt sournoise, qui se poursuit entre le pouvoir et les Eglises chrétiennes: les incarcérations, les interdictions, les procès pour trafic de devises, atteinte aux bonnes moeurs ou haute trahison, de même que les conflits relatifs à l'organisation de la jeunesse et à l'enseignement.

Tout cela est important, sans doute. Mais ce n'est pas essentiel. Ce qui est essentiel, c'est l'attrait que peut avoir la philosophie nationale-socialiste pour le peuple allemand, l'influence qu'elle peut exercer sur les intelligences, les adhésions qu'elle peut entraîner.

C'est bien ainsi qu'il faut poser le problème. C'est ainsi que les chefs nationaux-socialistes l'entendent. Ils évitent autant que possible d'attaquer de front. Ils ne proclament pas la nécessité de supprimer les religions. Ils veulent surtout faire une place pour une autre religion. Et ils comptent sur l'attrait propre des valeurs de la nouvelle religion, bien plus que sur le pouvoir dictatorial de l'Etat.

Ce sont ces valeurs, contenu d'une religion dont les formes institutionnelles ne sont pas encore établies, que nous avons tenté de préciser plus haut, tout au moins dans leurs aspects principaux.



Comme nous l'avons souligné au début, la position du national-socialisme allemand à l'égard des religions chrétiennes est sensiblement différente de celle qu'adopte le communisme russe: le communisme combat toutes les religions, quelles qu'elles soient, parce qu'il les considère

toutes comme un tissu d'erreurs et de mensonges; le national-socialisme veut propager une conception allemande de la religion, incompatible avec celles qui existent à ce jour.

Les Eglises chrétiennes se défendent avec énergie contre le double danger qui s'élève à l'est et au centre de l'Europe.

On peut se poser cette question :

laquelle des deux tendances est la plus dangereuse pour le christianisme, l'athéisme communiste ou le panthéisme national-socialiste?

En général on considère que c'est l'athéisme communiste. Il est plus universel que le panthéisme national-socialiste. Celui-ci est par essence intimement lié au nationalisme allemand. Il reste par ce fait attaché à l'Allemagne.

Ce point de vue est-il justifié? On peut le contester, et ce pour plusieurs motifs.

Tout d'abord il convient de constater que l'athéisme communiste repose sur des bases idéologiques plus fragiles, et que, par ce fait, il est moins susceptible d'ébranler les convictions établies. La formule communiste, "la religion est de l'opium pour le peuple", brutale et vague, ne peut forcer l'adhésion que là où la foi s'est déjà envolée. Les informations parvenues de Russie indiquent d'ailleurs que le nombre d'athées a plutôt diminué qu'augmenté au cours des dernières années.

La constitution d'une ligue internationale en vue de combattre les religions, l'organisation de bureaux, la publication de revues, même la destruction d'églises et de couvents, n'ont qu'une importance relative.

Le christianisme a vu tant de fois incendier ses églises et ses couvents. Il a vu se constituer tant de groupements d'athées. Il a vu paraître tant de revues antireligieuses...

Ce ne sont guère les bâtiments, les bureaux, les machines à écrire et les revues qui décident. Le sort de la bataille se joue en dehors des bâtiments et des bureaux : dans les *intelligences*. Et il dépend, en dernière instance, non pas de la *quantité des moyens matériels*, mais de la *qualité des arguments*.

Une lutte contre la religion, fût-elle menée avec tous les moyens de pression dont dispose un Etat, ne peut produire aucun résultat si elle ne s'appuie que sur des mots d'ordre vides de sens et sur des mesures de pure contrainte. Elle n'a des chances d'aboutir que si elle est basée sur une *argumentation* que l'*intelligence* plus ou moins préparée par l'évolution des idées, par les circonstances de lieu et de moment, par l'atmosphère, par le "climat" de l'époque, peut admettre comme *vraisemblable*.

Une religion n'est pas atteinte par la destruction de ses édifices. Elle n'est pas davantage atteinte par l'incarcération ou même l'assassinat d'un certain nombre de ses prêtres. Elle ne peut être atteinte que dans l'*esprit* de la multitude.

Or dans ce domaine l'athéisme communiste se trouve en défaut. Il n'a pas d'autres armes que les vieux raisonnements, purement négatifs, et les lieux communs, qui furent employés vainement, pendant des siècles, contre le christianisme. Il veut faire table rase. Il veut tout supprimer en méconnaissant ainsi un besoin profond de

l'esprit humain: le besoin de se sentir uni à un Etre suprême, origine et aboutissement de toutes choses.

Le panthéisme national-socialiste se présente tout autrement. Loin de méconnaître le besoin inné de religion, il cherche à le satisfaire. Il conserve la notion centrale de toute religion: celle de Dieu. La jeunesse qui, en Allemagne, abat les crucifix et les calvaires le long des routes, n'agit pas de la sorte parce qu'elle voit en toute religion une illusion mensongère dont elle entend dorénavant se passer, mais parce qu'elle veut se donner à un autre Dieu que celui des chrétiens, à une autre religion que celle du Christ.

Or cette autre religion n'impose aucun renoncement au corps ou à l'esprit. Elle ne demande aucun effort spécial de compréhension. Elle n'invoque pas une Révélation surnaturelle. Elle en appelle simplement à la raison, à l'expérience, à la science, spécialement aux sciences historiques et aux sciences naturelles. Elle s'accorde en tous points avec les mots d'ordre du nationalisme. Bref, ses enseignements sont de telle nature que, dans l'atmosphère intellectuelle qui règne en ce moment en Allemagne, beaucoup d'intelligences doivent se sentir irrésistiblement attirées, trouvant les vérités et les valeurs proposées par la nouvelle religion plus rationnelles, plus vraisemblables, mieux fondées que celles du christianisme.

C'est par l'attrait qu'elle offre à l'intellect que la *Deutschreligion* est redoutable.

C'est ainsi d'ailleurs que le Vatican juge la situation. La Sacrée Congrégation des Séminaires et Universités a fait parvenir en avril dernier aux Universités et Facultés catholiques des indications claires à cet égard: il faut étu-

dier les théories du racisme en vue de les réfuter scientifiquement. C'est aux écoles supérieures que le Souverain Pontife s'adresse pour combattre l'hérésie. Il fait appel aux ressources de l'intelligence. Il demande à la raison de combattre l'erreur. C'est par l'intellect qu'il veut vaincre, parce que c'est dans l'intellect que l'adversaire puise ses forces.

Il est vrai que la nouvelle religion allemande ne menace directement le christianisme qu'en Allemagne. Elle contient des articles de foi qui la rendent inacceptable pour les races non aryennes. Il en est ainsi là où elle affirme que Dieu s'est exprimé de la façon la plus parfaite dans la race nordique. Ce point de vue, qui place les autres races sur un plan inférieur, arrête dans l'oeuf toute diffusion large de la religion allemande.

On ne peut cependant pas perdre de vue le fait que l'Allemagne est une grande puissance. Ce que pense l'Allemagne, ce que veut l'Allemagne, ce que fait l'Allemagne ne passe pas inaperçu dans le monde. Les grands pays donnent des leçons aux autres. Ils donnent l'exemple, souvent pour leurs égaux, toujours pour les petits et les faibles. Un fait tout récent vient de le montrer d'une façon frappante et précisément dans le domaine qui nous occupe: les théories racistes viennent de faire, pour la première fois, leur apparition en Italie. La presse nous a appris en effet — juillet 1938 — qu'un programme de dix points a été élaboré par un groupe de professeurs d'université, à la demande du ministre de l'Education Nationale. En affirmant la nature aryenne du peuple italien, *tant au point de vue mental que physique*, en refusant de considérer les Juifs comme membres du peuple

italien et en reconnaissant que les caractéristiques *physiques et mentales*, purement européennes des Italiens, ne peuvent pas être faussées, ce programme implique nettement l'adhésion aux théories racistes de Rosenberg. Notons que le livre de ce dernier n'est pas tendre pour les peuples méditerranéens, accusés d'avoir absorbé trop de sang oriental. Or, au lieu d'une réaction, c'est une adhésion que l'auteur du *Mythe du XXe siècle* peut enregistrer dans la péninsule italienne. Les dernières nouvelles nous annoncent que M. Mussolini, répondant aux critiques du Saint-Père, a donné publiquement son appui au racisme italien...

Mais passons. Il reste que, même si le succès des théories racistes et de la religion, qui en est l'émanation, est strictement limité à l'Allemagne — et... à l'Autriche, où le catholicisme n'a pas esquissé l'ombre d'une résistance — il en résulte en tout état de cause une situation grave pour les Eglises chrétiennes, et ce dans l'Europe entière. En effet, le succès que la *Deutschreligion* rencontre en Allemagne doit nécessairement porter atteinte au prestige des Eglises chrétiennes, non seulement en Allemagne, mais dans les autres pays. Ce que signifie une perte de prestige pour une Eglise, dans un conflit de ce genre, on a pu le constater par l'histoire des événements qui ont accompagné la Réforme, depuis le XVIe siècle, à la fois en Europe et dans les autres continents. La Réforme resta au début limitée à une partie de l'Europe, spécialement à la partie germanique. Ce fut néanmoins pour l'Eglise romaine une défaite, entraînant, outre la perte d'une partie de l'Europe, une perte plus grave encore: une perte de prestige, affectant son rayonnement et son in-

fluence, non seulement dans les pays devenus protestants, mais aussi dans les pays restés catholiques. Que l'on se rappelle l'évolution intellectuelle, en France, au XVIII<sup>e</sup> siècle, et, en particulier, les progrès surprenants de l'athéisme sous une monarchie absolue, qui considérait comme son premier devoir de défendre le catholicisme et qui le défendait effectivement.

La *Deutschreligion* sera-t-elle une *seconde Réforme*, comme le pense Léon Daudet? Sera-t-elle un *nouvel Islam*, comme le croit Paul Claudel? L'avenir le dira. Nous nous trouvons devant un événement historique dont il est impossible de prévoir dès à présent toutes les répercussions.

La nouvelle religion est un des aspects saisissants de l'immense évolution intellectuelle qui, — comme j'ai eu l'occasion de l'exposer dans mon livre (1) — par cent détours et de cent manières différentes, a abouti, dans l'espace de trois siècles, au déclin des *vérités et des valeurs universelles* et à l'avènement des *vérités et des valeurs particulières*.

Max LAMBERTY

---

<sup>1</sup> *Le rôle social des idées*, aux Éditions de la Cité chrétienne, rue Josaphat, 22, Bruxelles, Belgique.

## Vie de l'abbé Groulx<sup>1</sup> (Extrait)

[Le jeune Lionel vient de quitter la maison paternelle, à Vaudreuil, et s'en va commencer ses études secondaires au collège de Sainte-Thérèse. Il a treize ans.]

*...Il laisse peu de choses derrière lui, pourtant. Et voici que ce peu de choses s'attache à lui, se colle à lui, ne veut pas lâcher, que ce peu de choses est tout.*

*Tout. Quoi encore?... L'éloquente nostalgie suggère :*

*Un proche souvenir. N'est-ce pas l'an dernier que les enfants de Vaudreuil décidèrent de jouer aux élections? La politique étant la divinité des adultes il était naturel que les bambins s'amussent à faire le député. On sacre Lionel grand orateur du parti bleu. Grimpé sur un balcon, sur un husting de fortune, parfois juché sur un piquet de clôture, le grand orateur pérore. Il a des succès qui gonflent sa vanité. Un jour qu'il parle tout près de la maison du lieutenant-colonel Harwood, celui-ci, attiré par les acclamations, ouvre la porte, écoute et sourit. Le lendemain, rencontrant Guillaume Emond, il lui dit :*

*— Ce fils-là, si vous ne l'envoyez pas au collège, vous commettez un péché mortel.*

*Le beau-père se sent fier et Lionel se gourme. Il n'était pas question de nostalgie alors.*

*...Qu'est-ce encore?*

---

<sup>1</sup> D'une plaquette sur l'abbé Lionel Groulx, qui paraîtra bientôt aux éditions de l'A. C.-F.

*Des travaux qu'il n'aimait pas. A neuf ans, on lui avait mis une faux dans les mains. Lionel détestait cette besogne au-dessus de ses forces. Mais, il prit le tour; lui aussi connut le geste rituel, le mouvement rythmique des bras appuyé par une légère rotation du corps, et il aima les longues journées de fauchage au soleil éclatant de juillet.*

*Dès l'âge de dix ans, il fallait apporter des sous à la maison, pour soulager le budget. Les petits partaient aux fraises, aux framboises, aux noix, ou bien cueillaient les gadelles noires: à tous ensemble, on faisait parfois des journées de soixante sous. Ce n'était qu'à moitié une partie de plaisir. Lionel commandait la bande, sorte de foreman chargé de diriger les opérations et surtout de remonter le courage de la troupe, fatiguée, "ennuyeuse", harcelée par les abeilles et les guêpes...*

*On s'était levé à cinq heures et trente, on avait rassemblé le troupeau. Puis, selon la saison et suivant l'âge, ç'avaient été la cueillette ou le fauchage, les commissions, les réparations ou l'école. Le soir on n'allait rentrer qu'à la brunante, dans les vieilles charrettes; on faisait ses devoirs ou on lisait... L'excès de travail n'étonnait personne. Les camarades faisaient ainsi, le père et la mère avaient trimé plus encore: c'était le lot du pauvre monde.*

*Joyeuse atmosphère à la maison. Les parents, sévères, n'ont aucune dureté. Ils ne vous disent pas à quel point ils vous aiment, mais c'est bien mieux: vous l'éprouvez. "J'ai été très ému, un jour, de voir pleurer mon beau-père. Je lui aurais demandé: pourquoi? il n'aurait su que répondre, je ne lui aurais pas arraché un mot, il m'aurait tourné les talons". Mais cette pudeur (populaire) n'em-*

*pêche pas de trahir son contentement et sa jovialité. On chantait partout à la ferme, on se taquinait. Sans trivialité d'ailleurs; la vulgarité étant moins qu'on pense un défaut paysan; et madame Emond montrait une distinction spontanée, affinée par son passage au couvent. En dépit de la pauvreté, ou à cause de la pauvreté soufferte en commun par toute la famille — où des enfants naissaient presque tous les ans — la joie de vivre éclatait.*

*Les images affluent, maintenant, charriant la tristesse et l'amertume. Elles viennent, sans suite aucune, comme des évocations et comme des invocations.*

*Fin octobre, on envoyait Lionel chercher les vaches dans "l'autre terre". Il allait pieds nus, pour épargner ses souliers, dans cette terre glaise à demi gelée et où pourtant l'on enfonçait jusqu'à mi-jambe. Au retour, crotté jusqu'aux genoux, on barbotait dans l'eau, on se nettoyait soigneusement (car la maman n'aurait pas toléré qu'on salât sa cuisine), et on entraît, les jambes rougies par le froid, commencer ses devoirs. Parfois, les averses d'automne vous avaient glacé jusqu'aux os.*

*...Une seule lampe éclaire la cuisine. Au sortir de table, madame Emond lave la vaisselle tandis que les enfants apprennent leurs leçons. Après la prière en commun, la mère déplie sa Minerve hebdomadaire et la parcourt, silencieusement d'abord. Tombe-t-elle sur un article qui l'intéresse? elle veut faire partager aux autres ses enthousiasmes (habitude qu'elle garde encore, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans!). Alors elle lit à haute voix. En 1885, le procès Riel bat son plein. On oublie jeux et leçons, on écoute passionnément. Car l'affaire Riel est*

partout répandue et l'émotion, dans les foyers, prépare cette atmosphère unique dont Mercier va tirer un moment d'unanimité nationale. Lionel entend le récit tragique; s'il ne comprend pas tout, il se sent, comme les consciences simples d'alors, soulevé contre l'injustice, ébranlé par l'événement qui éveille en chacun le sens d'une mystérieuse solidarité.

*La maman a terminé sa lecture.*

— *Allons, les enfants, c'est le temps de monter dans vos chambres.*

*On se sépare sans mot dire. Dehors, la pure nuit d'hiver se fige en un silence démesuré. À peine, sur la neige, un reflet d'étoiles. Lionel s'est mis en boule dans le lit glacé; tout va se confondre dans l'engourdissement de l'avant-sommeil. Mais une cloche tinte. C'est les voisins qui rentrent de l'assemblée politique. Pour un moment, le silence cède. Des voix chantent, sur l'air de la Marseillaise, ce couplet naïf et romantique que l'enfant connaît déjà mais qu'il n'oubliera plus:*

Enfants de la Nouvelle-France,  
Douter de nous n'est plus permis,  
Au gibet Riel se balance  
Victime de nos ennemis...


André LAURENDEAU

## Le corporatisme et le national

Nous avons déjà traité ce sujet à la *Semaine sociale* des Trois-Rivières, en 1936. Nous ne ferons donc que reprendre, en le résumant, ce que nous disions en cette occasion.

Notons tout de suite, pour calmer d'avance les appréhensions de certains gens que l'apparence même du nationalisme a le don d'effrayer ou d'exaspérer, que le corporatisme-doctrine n'est ni anglais, ni français, ni de quelque nationalité que ce soit. Il est universel en son principe, comme la profession elle-même, qu'il vise à organiser de manière à en faire l'une des pièces maîtresses de la structure sociale.

Mais s'il y a la doctrine, il y aussi le milieu où elle doit s'appliquer. Et, si la doctrine est universelle et immuable dans ses principes, les milieux sont divers, de la diversité même de notre monde matériel et humain. Conséquences: unité dans l'inspiration, diversité dans l'action et les modalités. Voilà pourquoi Sa Sainteté Pie XI, en recommandant au monde l'institution corporative comme formule d'organisation sociale, s'est abstenu d'en dicter, voire même d'en suggérer les modalités —affirmant au contraire que celles-ci doivent découler en quelque sorte du génie de chaque peuple. Si donc on ne saurait concevoir de corporatisme national, on peut très bien, en revanche, concevoir des formes nationales du corporatisme. Et c'est en ce sens qu'on parlera de corporatisme français, belge ou canadien.



Cela étant dit, envisageons le problème comme il se présente chez nous. Nous voulons réaliser le corporatisme, non pas dans l'abstrait, à mi-chemin entre les nuages et la terre, mais dans un milieu donné: le nôtre. Ce milieu, est-il besoin même de le rappeler, est d'une déroutante diversité à la fois géographique, économique et ethnique. La question se pose donc de savoir quelle serait la méthode à la fois la plus rapide et la plus sûre d'instituer le corporatisme.

Convierait-il d'amorcer le travail dans l'ensemble du pays ou de se restreindre, au début, à un territoire plus limité, mais offrant l'homogénéité ethnique, sociale, culturelle, disons même spirituelle, indispensable au succès d'une telle entreprise — quitte à étendre ensuite graduellement l'action au reste du pays?

Plus exactement peut-être: faudrait-il tenter d'organiser la population canadienne d'un seul bloc, sans égard à ses différences culturelles et morales; ne serait-il pas plutôt préférable de choisir le groupe le plus apte à accueillir l'idée pour ensuite, appuyés sur un solide noyau, étendre la réforme au reste de la population? Affaire de méthode, en somme. Voyons cela d'un peu plus près.



Un seul coup d'oeil sur la carte nous convainc que notre pays est trop divers dans sa constitution géographique, ethnique, économique, sociale et morale pour se prêter d'un mouvement unanime à une oeuvre d'une telle ampleur et d'une telle complexité. Les oppositions de faits, d'un bout à l'autre de notre territoire, sont telles que l'Etat fédéral n'a pu, en soixante-dix ans d'efforts

méthodiques, élaborer une politique susceptible de concilier les intérêts économiques les plus généraux des différentes parties du pays. Or, à ces oppositions de faits s'en ajoutent d'autres, plus graves encore et peut-être plus irréductibles, d'ordre moral: population en grande majorité d'origine, de culture et d'expression françaises dans la province de Québec; d'origine, de culture et d'expression anglaises dans les autres provinces; mode de vie différent d'un groupe à l'autre; adhésion presque unanime de la population française à la religion catholique, et de la population anglo-saxonne au protestantisme; infériorité économique du groupement français et prépondérance financière, industrielle, commerciale, de l'autre groupe; enfin, attachement de la population anglo-saxonne et protestante à un régime économique-social d'inspiration libérale, étroitement apparenté et comme dérivé de ses croyances religieuses elles-mêmes, et qui lui a valu la suprématie économique et politique du pays.

Ce sont là des oppositions fondamentales auxquelles, nous le craignons, nous risquerions de nous attaquer en vain, surtout dans l'état actuel de surexcitation des esprits.

Si, comme nous l'écrivions il y a un instant, l'Etat fédéral n'a encore pu, après soixante-dix ans, concilier les intérêts purement économiques et administratifs des différentes parties du pays, comment espérerions-nous réussir d'un seul coup une réforme qui met en jeu des principes autrement plus élevés, et va jusqu'à prétendre modifier l'attitude de l'homme vis-à-vis de l'économique, du social et du politique?

Est-ce à dire que la province de Québec, considérée

comme entité territoriale, n'offrirait aucun des obstacles que nous venons d'énumérer pour l'ensemble du Canada? Elle forme un tout géographique et économique assez bien défini. Les oppositions de faits disparaissent donc ou à peu près. En est-il ainsi des autres? Malheureusement non. Ni unité ethnique, ni unité culturelle, ni unité religieuse; même suprématie économique de l'élément anglo-saxon et protestant pourtant en minorité. Et, à cause de cette puissance économique, même attachement têtue de cet élément au régime économique-social auquel il doit, ou croit devoir, sa richesse et sa puissance actuelles.

De quelque côté que nous nous retournions, il n'apparaît donc pas que la réorganisation de notre société, dans le sens du corporatisme, puisse être entreprise sur le plan territorial, si l'on peut dire. C'est le facteur humain qui compte d'abord, et c'est avec les hommes qu'il faut travailler en premier lieu.



Eh bien, nous croyons que pour mettre de notre côté les meilleures chances de succès, nous devons commencer à organiser l'institution corporative, non pas dans un territoire donné, mais chez le groupe humain qui, par sa situation et son esprit, est le plus apte à les comprendre et à en assurer le triomphe — savoir le groupe canadien-français.

1° Autant le Canada et la province de Québec, considérés comme champ d'action, opposent d'obstacles quasi insurmontables à une entreprise de cette nature, autant la population canadienne-française, envisagée sous le même angle, offre de facilités relatives à pareil projet:

homogénéité économique et morale; unité de culture et d'aspirations; surtout unité de foi religieuse et, par celle-ci, adhésion au moins tacite à la doctrine sociale qu'il s'agit d'intégrer dans les faits.

2° Chez les Canadiens français, un impérieux besoin de restauration nationale coïncide avec la nécessité de jour en jour plus évidente d'une réforme sociale. Nous avons tout intérêt à concilier les deux mouvements qui n'en prendront ainsi, l'un portant l'autre, que plus de force et d'ampleur. En effet:

a) Aucune doctrine sociale ne répond mieux à nos besoins comme peuple que celle de l'Eglise catholique. L'étonnant, c'est que nous ne nous en soyons pas avisés plus tôt. En minorité dans notre pays, et en minuscule minorité dans l'ensemble d'un continent, des quatre coins duquel pourtant s'amorcent les influences qui s'exercent sur nous quotidiennement, nous avons besoin pour résister, persister, nous épanouir en nombre et en puissance, d'adhérer de toutes nos forces à un credo national et de concerter notre action dans tous les domaines.

Est-ce bien ce que nous avons fait? Notre vie économique et sociale s'est organisée au hasard, sans idées directrices, sans vues synthétiques, sous l'impulsion anarchique de forces étrangères. Loin d'imposer les cadres sociaux que postulait notre génie particulier, nous avons accepté ceux qu'une minorité édifiait chez nous, nous nous sommes même fait violence pour y entrer. Aussi, n'est-il pas étonnant qu'ayant abandonné tous les leviers de commande, nous ayons été bouleversés, puis dépassés et finalement réduits à un état voisin de la servitude.

Nous nous en sommes d'abord pris aux autres, puis à nous-mêmes, nous accusant de toutes les déficiences. Mais il n'y a que relativement peu de temps que nous avons ouvert les yeux sur la véritable cause de notre désarroi, à savoir le manque de doctrine nationale et sociale.

Le désordre qui partout s'étale dans les faits nous incite aujourd'hui à reconstruire notre vie économique et sociale sur une base nouvelle, adaptée à notre tempérament et aux exigences de notre situation. De plus en plus, la conviction pénètre les esprits que de cette réorganisation dépend, dans une large mesure, notre survivance nationale elle-même.

b) Davantage, nous irons jusqu'à dire que, en tant que peuple, nous retirerions assez peu de bénéfices de l'institution corporative, si la réforme devait s'effectuer comme tant d'autres dans le passé, sans égard au caractère national de notre population. Soutiendrait-on, en effet, que les réformes sociales, accomplies chez nous depuis un quart de siècle, ont ravivé notre esprit national et consolidé nos positions?

La vie d'un peuple est autre chose qu'une suite de compartiments étanches; et c'est parce que nous avons longtemps traité la nôtre comme telle que nous n'avons encore abouti à rien de définitif. La crise, qui n'en finit plus de sévir dans les faits, n'est que l'expression douloureuse d'un mal qui existe d'abord dans les esprits. Or, nous le demandons: cette carence des esprits tient-elle chez nous uniquement à la faiblesse du sens social ou si elle tient aussi à l'absence généralisée du sens national et cela, de la base au sommet de notre société? Assuré-

ment au moins autant à l'une qu'à l'autre. Pour être pleinement efficace, notre action remédiatrice devrait donc porter autant sur l'une que sur l'autre. Sans quoi, nous risquerions de perdre sur le terrain national, donc culturel, en définitive économique, ce que nous aurions essayé de gagner sur le terrain social. Où serait le progrès? Il ne faut jamais l'oublier: notre situation est toute particulière et tel problème qui, chez d'autres peuples, se présente comme un simple problème social, affecte chez nous l'allure d'un véritable problème national. La désertion des campagnes, la prolétarianisation des masses, l'établissement des jeunes générations, etc., problèmes sociaux pour n'importe quel peuple; pour nous, problèmes nationaux au premier chef, puisque, placés comme nous le sommes, ils mettent en jeu notre existence nationale elle-même. Dès lors, comment les résoudre si, à la préoccupation sociale, ne s'ajoute pas et même ne se superpose pas, pour l'éclairer et l'orienter, la préoccupation nationale?

Non. Ce qu'il nous faut mener de front, et l'une en fonction de l'autre, c'est l'éducation nationale, qui fera de nous des patriotes attachés à leur culture parce que conscients de sa valeur et de sa fécondité, à l'éducation sociale qui nous libérera de l'individualisme mesquin et destructeur dans lequel nous nous sommes complus jusqu'ici — tenant pour démontré qu'il n'est d'organisations valables et durables que celles qui, respectant les particularismes ethniques et culturels, affectent les modalités que ceux-ci imposent.

c) D'ailleurs, pour se convaincre qu'aucune réforme sociale de grande envergure ne saurait être entreprise dans

la province de Québec sans égard au caractère national des Canadiens français, il suffit en somme de creuser un peu la notion de bien commun, comme le faisait naguère dans cette revue même M. Maximilien Caron. En effet, nous formons près de 80 p. c. de la population, donc la très grande majorité. Nous sommes censés, en vertu même de la constitution qui nous régit, vivre une vie autonome et donc imposer les cadres sociaux qui conviennent à notre esprit et à notre tempérament, et cela sans qu'il y ait d'injustice pour la minorité; de même nous sommes censés, par le jeu des institutions démocratiques, nous donner la politique que nous voulons. Nous ne nous sommes pas toujours prévalus de cette prérogative: est-ce une raison pour y renoncer, aujourd'hui surtout que des dizaines d'années de fausse orientation nous ont conduits où nous sommes? Il y a d'ailleurs à ce point de vue un réveil, une sorte de redressement des esprits et des volontés. Personne ne doute plus, par exemple, que la génération montante n'endurera guère la dictature économique et qu'elle ne consentira plus aux grands capitalistes étrangers la situation privilégiée dont ils ont joui jusqu'ici à notre détriment. L'heure approche où grands industriels anglo-saxons ou américains, grands commerçants de toutes provenances, devront accepter les règlements que nos autorités politiques leur imposeront. Or nos autorités politiques n'imposeront de règlements que ceux que leur dictera la majorité. Nous sommes le nombre, il n'y a pas de raison pour que notre influence ne prédomine pas.

Les lignes selon lesquelles la réorganisation corporative de notre société pourrait s'effectuer apparaissent du premier coup d'oeil assez clairement. La population agri-

cole est en presque totalité, et la population ouvrière en très grande majorité canadienne-française. Dans l'un et l'autre cas existent des associations professionnelles et des syndicats dont il suffirait de compléter les cadres et de modifier un peu l'esprit pour les transformer en corporation. Dans les campagnes le petit commerce nous appartient; dans les villes nous y sommes encore largement représentés. Notre participation à la grande industrie est à peu près nulle, mais dans la petite et la moyenne industrie nous occupons encore un certain nombre de positions. Dans les professions libérales partout nous dominons d'emblée. Nous possédons la propriété rurale et une bonne part de la propriété urbaine. Nous avons donc tout ce qu'il faut pour constituer assez rapidement les éléments de l'institution corporative. Bon nombre d'organismes précorporatifs, outre l'association des cultivateurs et les syndicats ouvriers déjà nommés, existent chez nous: collège des médecins, barreau, etc.

Il est trop évident que nous ne pouvons abandonner à l'initiative individuelle mal éclairée la restauration de notre vie économique; et il est non moins évident que nous ne saurions non plus tout attendre de la politique même régénérée. Il importe même de réagir contre la tendance qui s'accroît d'année en année à tout attendre de l'Etat, à s'en remettre à lui de régler tous les problèmes individuels ou collectifs, économiques ou sociaux. Ce qu'il nous faut dorénavant, c'est de concerter les initiatives individuelles conformément à une doctrine bien définie, pour ensuite dicter la politique qui répondra aux besoins de la majorité, c'est-à-dire à nos besoins. Or une telle doctrine ne peut pas ne pas embrasser le bien cultu-

rel et national de la majorité de la population — bien supérieur, auquel aucun peuple ne saurait renoncer sans renoncer du même coup à toutes les chances de progrès dans quelque domaine que ce soit. La réforme sociale que nous projetons, même entreprise du seul point de vue du bien commun, ne peut donc se dispenser de préoccupations nationales. L'institution corporative ne sera pas canadienne-française, puisque, encore une fois, elle est universelle dans son principe. Mais ce qui sera canadien-français et catholique d'inspiration, ce sont les cadres sociaux au sein desquels s'épanouira l'activité économique de notre province. Or c'est précisément cela que la constitution même du pays vise à instituer.

Esdras MINVILLE

### Un paradoxe

On parle de guerre probable, de conscription possible. Point de vue du Canadien français moyen: "J'irai faire un petit tour dans les bois", ou "j'aime mieux me battre ici contre les enrôleurs qu'en Europe pour les beaux yeux de l'Angleterre". Ont-ils raison? ont-ils tort? Là n'est pas la question pour l'instant.

Or pendant ce temps Ottawa réalise son programme d'armements, voté par presque tous nos députés canadiens-français. Ce programme est conçu de telle façon que notre matériel de guerre sera plus utile sur les champs de bataille d'Europe que pour défendre notre pays (et cela, au dire de plusieurs observateurs canadiens-anglais); nous ne prenons pas l'attitude d'un pays qui a décidé de se tenir sur la défensive.

Électeurs vs élus.

Paradoxe? Disons plutôt: odieux me nsonge démocratique.

# CHRONIQUES

Dans la cité

## Les jeux de la politique

Les récentes déclarations du Président des Etats-Unis, lors de sa venue au Canada, ont remis en question le problème déjà ancien de la solidarité des peuples américains. Roosevelt n'a pas manqué d'avertir solennellement le monde que son pays ne tolérerait aucune atteinte à la souveraineté canadienne. Il faut voir dans ce propos plus qu'une simple opinion. C'est l'expression conjuguée d'un sentiment d'indépendance vis-à-vis l'Europe et des intérêts immédiats de la république voisine.

D'aucuns n'ont pas craint de rappeler à cette occasion la doctrine Monroe. Le rapprochement nous paraît juste. Il nous permet de saisir la tradition de la politique étatsunienne et de convenir de sa remarquable unité. Nous avons cru opportun de retracer les grandes lignes du message de 1823, qui devait demeurer le principe fondamental du droit international américain.

## Historique

Dès les débuts du siècle dernier, des hommes politiques ont songé à affirmer la communauté des sentiments qui animent les divers Etats des Amériques. Ils désirent dégager leurs pays respectifs des liens de suzeraineté que les puissances européennes font encore peser sur eux. Un peu partout, les colonies se révoltent contre la mère-patrie; éprises de liberté, elles veulent se doter d'institutions

neuves, qui n'emprunteront rien à la domination et aux abus.

En 1820, Henry Clay, qui deviendra quelques années plus tard secrétaire d'Etat des Etats-Unis, préconise la fondation d'une ligue de liberté humaine des peuples d'Amérique (*human-freedom league of America*); cette fédération comprendrait toutes les populations qui s'étendent de la baie d'Hudson au cap Horn. Cette ambition, partie d'un bon naturel, demeure, selon le mot de Friedrich Kapp, "un pieux désir"; au reste, désir prématuré.

La même idée travaillait les hommes d'Etat de l'Amérique latine. De 1810 à 1815, une doctrine prend corps, grâce aux efforts constants du Chilien Juan de Egana et du libérateur Bolivar. Ce dernier exprimait avec vigueur les revendications sud-américaines: "Nous n'avons jamais été vice-rois ni gouverneurs, sauf dans des cas exceptionnels; archevêques et évêques, rarement; ambassadeurs, jamais; militaires, seulement comme subordonnés; nobles, sans privilèges; enfin nous n'avons été ni magistrats ni financiers, à peine des marchands." (1) Et il conclut à l'indépendance dans la collaboration et la paix.

D'autre part, l'activité politique de l'Europe inspire peu confiance. Nous sommes à l'époque de l'intervention autrichienne dans le Piémont et à Naples, de l'expédition française en Espagne, des différents congrès de Vienne, de Troppau, de Laybach et de Vérone. La semence des idées révolutionnaires commence à germer. On invoque

---

<sup>1</sup> Lettre de Jamaïque de Simon Bolivar, 6 sept., 1815, cité par Alvarez, *The Monroe Doctrine*.

de plus en plus le principe des nationalités et la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. Devant le spectacle de la réaction des Empires européens, réfractaires aux idées d'émancipation, il souffle sur l'Amérique un vent irrésistible d'autonomie. Pour la première fois, un sentiment profond des réalités géographiques et psychologiques est né, qui ne tolérera aucune concession.

Dans une étude fortement documentée, Alexandre Alvarez ramène à cinq postulats l'état d'esprit général des populations américaines. Les Etats du Nouveau Monde reconnaissent, cela va sans dire, qu'ils possèdent même origine et même civilisation que l'Europe. Ceci facilement admis, ils constatent toutefois que l'organisation politique des pays européens est défectueuse: enchevêtrement de privilèges excessifs justifiés par l'histoire et contredits par l'équité, impérialisme jaloux de ses avantages et devenu impuissant à l'honneur de servir; monarchies vacillantes, battues en brèche par les idées nouvelles. Aussi n'est-il pas étonnant que les Etats-Unis, à l'avant-garde des Amériques, aient voulu adopter un régime différent, conforme à leur idéal: une république libérale, pourvue d'une constitution, donnant sa foi à l'égalité démocratique. (Tout cela peut nous paraître puéril et naïf; vers 1820, la perspective n'est pas celle d'aujourd'hui.) Témoins des guerres perpétuelles de l'Europe et des querelles de succession autour des trônes, les Etats américains rejettent les principes de droit international incompatibles avec leurs institutions politiques. Pour tout dire, et l'on ne saurait méconnaître la part très grande du sentiment dans les décisions populaires, ils se sentent une solidarité continentale qui tire son origine du

facteur géographique et des secours mutuels qu'ils se sont portés pendant leurs guerres d'indépendance.

Cette unanimité d'idées eût été par elle-même insuffisante à déclencher une action positive. Des événements pouvaient seuls marquer une orientation définie. L'avance russe sur la côte nord-ouest de l'Amérique et la crainte de l'intervention européenne en Amérique du Sud pour redonner à l'Espagne ses colonies en révolte, voilà les faits immédiats qui obligent James Monroe, président des Etats-Unis, à prendre nettement position. C'est ce qu'il fera, après beaucoup d'hésitations, et grâce au concours empressé de son secrétaire d'Etat, l'habile politique John Quincy Adams.

L'occasion naîtra aisément. En juillet 1818, dans une conversation privée, lord Castlereagh déclare à l'ambassadeur américain Rush que l'Espagne essaie d'obtenir la médiation de l'Angleterre, de concert avec la Sainte-Alliance (Russie, Autriche et Prusse), entre elle et ses colonies rebelles. Rush répond que les Etats-Unis ne participeront à aucune croisade pour la paix, "*if its basis were not the independence of the colonies*" (2). La suggestion demeure pendante. Cinq ans plus tard, au mois d'août 1823, Rush apprend de Canning, secrétaire britannique aux Affaires extérieures, que la Sainte-Alliance pense sérieusement à intervenir dans les affaires coloniales en faveur de l'Espagne. Mais, dans l'intervalle, l'Angleterre a modifié ses vues. Contrairement à Castlereagh, Wellington n'entend plus faire du retour des colo-

---

<sup>2</sup> Rush, Report of July 31, 1818, cité par Von Holst, *The Constitutional and Political History of the United States*, I, p. 419.

nies sous la houlette espagnole la base d'une tentative d'immixtion; il s'en ouvre clairement au congrès de Vérone. Canning lui-même affirme qu'il est décidé à agir en opposition aux visées de la Sainte-Alliance; il y met cependant une condition: la collaboration effective des Etats-Unis. Aussitôt Rush transmet à son gouvernement la proposition de Canning.

Le cabinet étatsunien éprouve une vive satisfaction à prendre connaissance des dispositions de la Grande-Bretagne. Le secrétaire de la Guerre Calhoun était peut-être alarmiste, mais il redoutait beaucoup une intervention de la Sainte-Alliance. En fait, seule la France offrait une solution arrêtée: l'établissement de monarchies bourbonniennes dans le Nouveau Monde. C'était négliger l'état d'esprit des populations affranchies et méfiantes à l'égard des structures politiques périmées d'outre-mer.

Monroe étudie la situation et s'enquiert de l'opinion de son prédécesseur Jefferson. Ce dernier exprime le sentiment commun quand il écrit: "*Our first and fundamental maxim should be, never to entangle ourselves in the broils of Europe. (Cette expression devait faire fortune.) Our second, never to suffer Europe to intermeddle with cis-Atlantic affairs. America, North and South, has certain interests distinct from those of Europe. While the last is laboring to become the domicile of despotism, our endeavours should surely be to make our hemisphere that of freedom*" (3). Dans son message, Monroe adopte ces idées, qui sont également les siennes et celles de ses collaborateurs.

---

<sup>3</sup> *Jefferson's Works*, VII, p. 315.

### La doctrine Monroe

Les déclarations intempestives du tsar Alexandre Ier, dans l'automne de 1823, au sujet de la neutralité étatsunienne, ont le don de déplaire. Jointes aux entrevues de Canning et de Rush, elles obligent les Etats-Unis à définir leur ligne de conduite. Le 1er décembre 1823, James Monroe énonce les idées directrices de la politique de son pays. Le public manifeste bruyamment sa satisfaction. Cette déclaration jouit de circonstances favorables. Au même moment, l'Espagne échoue dans ses efforts pour mobiliser la Sainte-Alliance en vue de défendre ses intérêts. Et le brave Yankee est bien près d'y voir une conséquence directe de ce qui allait être connu par la suite sous le nom de doctrine Monroe.

De l'exposé du Président, on peut extraire les principes suivants:

a) non-participation des Etats-Unis et de l'Amérique latine dans les affaires européennes;

b) non-participation de l'Europe dans les affaires du Nouveau-Monde;

c) les Etats américains ont droit à l'indépendance et ne doivent plus être considérés comme territoires colonisables;

d) opposition des Etats-Unis à l'acquisition de territoires par un pays européen, même du consentement du pays américain intéressé;

e) opposition des Etats-Unis à l'occupation, temporaire ou permanente, d'une portion de territoire sur le continent, même à la suite d'une guerre.

Ces idées ne sont pas de nature à étonner les peuples d'Amérique. Leur désapprobation entière des tendances politiques européennes et leur désir de proclamer les doctrines propres aux Etats-Unis, sans oublier les considérations économiques, plus chères encore que les idéologies, tout concourt à cristalliser le sentiment étatsunien. D'autre part, les pays sud-américains, séduits par ce qui leur paraît être un généreux élan d'idéalisme, invoqueront à l'avenir la déclaration de Monroe et croiront y découvrir la charte de leurs libertés.

Quel jugement porter sur ce message? Bismarck y verra "une impertinence". C'est le ton général de l'appréciation des hommes d'Etat européens. Le ministre français des Affaires extérieures, Chateaubriand, déclare que la doctrine "doit être combattue par toutes les puissances qui possèdent des intérêts commerciaux ou territoriaux dans cet hémisphère". Il sera dès lors malséant de s'offenser des désirs d'hégémonie des Etats-Unis. Que la nation qui est sans péché...

Dans l'étude de cette phase diplomatique, historiens et juristes cèdent à leurs penchants. Le jugement diffère selon qu'on envisage l'aspect politique ou l'aspect juridique du problème. Pour ma part, je considère que le message de 1823 répond à une nécessité de l'heure, qu'il est une mesure actuelle, *a national policy of the United States*. Par la suite il est devenu, et sans peut-être que ses auteurs l'aient prévu, la base de toutes les relations entre l'Europe et l'Amérique. Alphonse Gourd écrit: "La doctrine reconnaît et consacre, à un moment donné, une situation de fait" (4). "Dans tous les cas d'appli-

<sup>4</sup> Alphonse Gourd, *Chartes et constitutions des Etats-Unis*, III, p. 655.

cation ou de non-application de la doctrine Monroe, écrit Alvarez dans son étude déjà citée, on peut dire que les Etats-Unis sont venus au secours du pays [attaqué], chaque fois que cela convenait à leurs propres intérêts, particulièrement quand le pays menacé était près de leur territoire, et qu'ils ont oublié la doctrine quand leurs intérêts n'étaient pas directement compromis, c'est-à-dire quand le pays latin était éloigné des côtes étatsuniennes" (5). Peut-on plus franchement démêler les mobiles de nos voisins?

Au reste, l'histoire ne dément pas ces vues. Les Etats-Unis ont toujours refusé de se lier pour la défense de qui que ce soit. Au congrès de Panama (1826), où l'on devait réaffirmer les principes de la doctrine Monroe, ils consentent à envoyer deux délégués; l'un meurt en route, le second arrive en retard! La face est sauvée!

En 1835, les Etats-Unis refusent d'appuyer le Guatemala dans ses revendications contre l'Angleterre, au sujet de la colonisation du Honduras. En 1833 et en 1886, ils ne s'opposent pas davantage à l'occupation anglaise des îles Falkland, en dépit de l'appel de l'Argentine. Cependant les Etats-Unis ne se gênent pas d'atteindre le Pacifique, en 1848, après leur guerre avec le Mexique. Ils établissent sur la plupart des Etats sud-américains leur contrôle financier, régularisé par des traités, notamment avec le Nicaragua, la République dominicaine, etc. En 1850, le traité Clayton-Bulwer contredit la doctrine en reconnaissant à l'Angleterre un protectorat sur un territoire américain. La même année, le gouvernement

---

<sup>5</sup> Alvarez, p. 17.

étatsunien collabore avec la France et l'Angleterre dans une tentative de médiation entre Saint-Domingue et Haïti. En 1861, les Etats-Unis protestent (verbalement) contre la réannexion de Saint-Domingue à l'Espagne; ils se déclarent neutres dans la guerre Chili-Pérou de 1864-1866. Lors de la constitution du Canada en Dominion, les nombreuses protestations envoyées au Congrès contre la formation d'un Etat en réalité européen (à ce moment-là du moins) demeurent vaines (6). Enfin, en 1877, la Suède rétrocédera à la France l'île Saint-Barthélemy, sans demander la permission aux Etats-Unis. Si l'exception confirme la règle, on peut se demander si la doctrine Monroe n'a pas pour but principal d'être violée.

Pour être juste cependant, il faut noter les occasions où les Etats-Unis ont cru bon d'appliquer la doctrine. A maintes reprises, ils affirment leur opposition au transfert de Cuba à une puissance européenne, spécialement à l'Angleterre. Ils refusent, en 1852, de signer un traité avec la France et la Grande-Bretagne, par lequel ces trois pays abandonneraient leurs prétentions sur Cuba. Ils interviennent, en 1895, dans la querelle survenue entre le Venezuela et l'Angleterre, au sujet de la frontière de la Guinée; ils agissent également lors d'insurrections à Cuba et à Saint-Domingue.

---

<sup>6</sup> Nos voisins ont toujours exclu le Canada de leurs prétentions. "And in this", demande Canning à Adams, "you include our northern provinces on this continent?" — "No", répond Adams, "there the boundary is marked, and we have no disposition to encroach upon it. Keep what is yours, but leave the rest of this continent to us." Adams, *Memoirs*, V. p. 252.

Dans son message du 3 décembre 1901, le premier Président Roosevelt explicitait la doctrine: son pays ne garantit, dit-il, l'impunité d'aucun Etat latin qui agit mal, pourvu que le châtement ne prenne pas la forme d'une acquisition territoriale. Sans doute est-ce en accord avec cette idée que, l'année suivante, le ministre des Affaires extérieures de l'Argentine, le Dr Drago, énonce le principe, connexe à la doctrine, du non-paiement forcé des dettes publiques. En d'autres termes, la saisie d'un pays pour dettes est jugée incompatible avec l'état de puissance souveraine.

D'aucuns ont voulu voir dans la déclaration de guerre de 1917 un abandon de la doctrine Monroe. Cette opinion nous paraît fautive. Les faits sont bien connus. Le 31 janvier 1917, l'Allemagne décide la guerre sous-marine à outrance. Cette mesure, dirigée contre l'Angleterre, détermine l'entrée en guerre des Etats-Unis; dès lors la victoire des Alliés est assurée. Dans l'esprit de Wilson, c'était une croisade pour la liberté et surtout pour la paix universelle. "Des navires américains (le *Lusitania* entre autres, le 7 mai 1915) ont été coulés, dit-il, des vies américaines ont été perdues dans des circonstances qui nous ont profondément remués, mais les navires et les citoyens d'autres nations neutres et amies ont été coulés et précipités dans les flots de la même façon; ...le défi a été lancé à toute l'humanité." (7) Dans de telles conjonctures, il était absolument impossible de miser sur la neutralité étatsunienne.

L'abstention des Etats-Unis à l'égard de la Société des

---

<sup>7</sup> Wilson, *Pourquoi nous sommes en guerre*.

Nations s'insère dans la ligne de leur tradition. Ils préfèrent voir se resserrer les liens qui unissent les diverses populations américaines, sans aucune visée à l'hégémonie, prétendra Wilson. En 1923, le secrétaire d'Etat Hughes verra dans la doctrine de Monroe une politique spécifiquement américaine, aussi éloignée de l'isolement que de l'agression.

En ces dernières années, il est indiscutable que plusieurs esprits croient découvrir le salut dans un pan-américanisme plus agissant. Certains efforts de Franklin Roosevelt en font foi. Il est trop tôt pour juger ces tendances.

### Et nous, Canadiens?

Une question se pose pour les Canadiens. Dans leur système de droit public, quel rôle les Etats-Unis assignent-ils au Canada? D'abord colonie, ensuite Dominion juridiquement autonome, nous avons partie liée avec la Grande-Bretagne; nos voisins le savent. Nous sommes divisés entre nos attaches politiques et sentimentales et les réalités de la géographie et de l'intérêt. Les Etats-Unis, depuis plus d'un siècle, ont toujours respecté notre allégeance; d'autant plus facilement que leurs relations avec l'ancienne mère-patrie se sont révélées de plus en plus cordiales. Advenant une atteinte à notre intégrité territoriale, sommes-nous fondés à croire que les Etats-Uniens voleraient à notre secours? Il semble que oui, si le Président Roosevelt exprime l'opinion publique de son pays, quand il s'exclame, dans son discours de Kingston: "Les Etats-Unis ne resteront pas les bras croisés si la souveraineté du sol canadien est menacée par un autre em-

pire." (8) Parole catégorique, qui traduit vraisemblablement le sentiment de nos voisins, puisqu'elle s'accorde avec leurs intérêts économiques. Comment pourraient-ils subir à leurs portes la présence d'une nation forte, soucieuse de contre-balancer leur influence, notamment en Extrême-Orient? Les circonstances y ont été pour beaucoup: les principes politiques préconisés par James Monroe il y a cent quinze ans n'ont pas perdu de leur actualité. Bien au contraire, aujourd'hui ils s'appliquent même au Canada. Développement inattendu, que n'avaient sûrement pas prévu les hommes d'Etat d'alors.

Nos conclusions: elles seront brèves. Nous croyons qu'il est absurde et vain de lutter contre la géographie, de marcher au rebours de l'histoire. La Providence a voulu que nous soyons un peuple d'Amérique; une immense nappe d'eau nous sépare du vieux continent. Les conditions physiques de notre pays tendent à créer un type original, qui, sans s'opposer violemment, se distingue de l'Européen. Nous possédons une histoire séculaire, intégralement américaine. Nos réactions sont fonctions de ce que nous sommes devenus: un peuple indépendant, libre d'attaches réelles à quelque pays d'Europe. Pouvons-nous raisonnablement nier ces évidences? En nous inclinant devant les faits, nous devons tendre toujours davantage à participer à l'organisation de l'Amérique, à prendre place dans un système américain des puissances. Le premier pas à faire, ce serait de tourner le dos à cette cour du roi Pétaud qui a nom la Société des Nations. Si nous le voulons vraiment, notre lien avec la Grande-Bretagne

---

\* *Le Devoir*, 18 août 1938.

est appelé à se relâcher; un jour viendra où nous nous détacherons, comme un fruit mûr.

Cet article était écrit, quand j'ai lu, dans une toute récente livraison de la *Revue hebdomadaire*, une étude très au point sur *Le Canada français, terre d'Amérique*. J'en transcris ces quelques lignes: "Québec est d'autant plus américain, écrit M. Louis du Vignaux de Gibourne, qu'il est peuplé depuis longtemps par la même race paysanne, à forte natalité, et libre des masses bigarrées d'immigrants. L'américanisme ancien des Canadiens français est le noeud unique de leurs problèmes sociaux et politiques... L'Amérique est un bloc et Québec est une de ses réserves les meilleures. Mais comme dans toutes les réserves, il ne saurait sans danger s'isoler dans l'éternelle méfiance, ...aujourd'hui, le Québec a l'occasion d'entrer dans le grand jeu de l'Amérique du Nord et de le jouer à fond." Pour une fois, les intérêts du Canada français et des autres provinces coïncident; nous aurions mauvaise grâce de nous refuser à un travail de collaboration.

Devant l'Europe en proie aux luttes perpétuelles se dresse l'Amérique, neuve, riche, et qui veut vivre.

Roger DUHAMEL



## Où nous mènent les syndicats?

Les cérémonies et les discours de la fête du Travail, le Congrès de la C. T. C. C. et celui des Métiers et du Travail, à Niagara, placent au premier plan les questions ouvrières en général et les questions syndicales en parti-

culier. Le moment est donc opportun de signaler à nos chefs syndicaux certains écueils à éviter, s'ils cherchent sincèrement, comme je le crois, le plus grand bien de la classe ouvrière.

La concentration industrielle, dans un monde capitaliste libéral, comporte certes de graves dangers sur lesquels je n'ai pas à revenir ici; et le développement d'une organisation ouvrière contribue puissamment à en atténuer les abus les plus criants. Mais à mesure que s'accroît, parallèle à l'autre, la concentration ouvrière, et au moment où elle devient ou pourrait devenir réellement efficace, voilà qu'elle constitue à son tour un péril pour la société, pour l'ouvrier même. C'est cette proposition que je soumets aujourd'hui à votre méditation, en vous demandant de la regarder avec objectivité, afin que nous essayions ensemble d'en vérifier l'exactitude et d'en tirer les enseignements qui s'imposent.

Aucun homme renseigné et désintéressé ne niera que les mouvements ouvriers sont nés de la nécessité et qu'ils ont toujours procédé — même dans les haines de certains contre les riches — d'une idée généreuse: améliorer le sort terrible (1) des masses ouvrières. Leurs revendications étaient la plupart du temps socialement justifiées; et comme on n'y cédaient que petit à petit et après bien des luttes, les conquêtes syndicales s'intégraient dans l'économie sans perturbations. D'ailleurs, à cause de la faiblesse même du syndicalisme, il était de bonne guerre de demander plus pour obtenir moins.

---

<sup>1</sup> Lire à ce sujet les rapports d'enquêtes officielles entreprises avant 1840 par le gouvernement anglais.

Aujourd'hui que les syndicats deviennent presque partout (2) une puissance égale, même supérieure (la France de Blum), aux organisations patronales, leurs responsabilités se sont accrues. Ayant souvent la possibilité d'imposer immédiatement toutes leurs vues par la force, aidés dans certains cas par la sympathie des autorités civiles ou religieuses, il ne suffit plus que leurs revendications soient socialement justes, il faut encore qu'elles soient économiquement possibles: autrement elles causeront plus de mal que de bien à l'ouvrier lui-même.

Or, il faut bien le dire, les syndicats sont actuellement dirigés par des hommes pleins de mérite, des ouvriers doués de beaucoup d'initiative et de désintéressement, mais fermés à toute préoccupation économique. Etant donnée l'importance du rôle que les chefs syndicaux jouent déjà dans la nation et surtout de celui que leur réserve l'avenir, cela est très grave.

Je ne voudrais rien exagérer! Je reste pourtant convaincu que cela n'est pas moins dangereux que les abus des grands trusts. Alors que l'excès de puissance de ceux-ci nous a construit un monde matériellement riche, mais empoisonné par la cupidité, le mouvement syndical mal conduit risque de nous plonger dans la haine et dans la destruction de toutes les valeurs, matérielles aussi bien que spirituelles, par le déchaînement de masses ouvrières insuffisamment éduquées et pour qui la force brutale constituera toute raison.

Ces remarques ne s'appliquent pas particulièrement à notre province; elles conviennent à toutes les organisa-

---

<sup>2</sup> Tel n'est pas le cas chez nous, mais ce le sera vraisemblablement demain.

tions syndicales du monde. Je le dis pour qu'on ne voie pas dans mes paroles d'attaques directes contre qui que ce soit; je le dis aussi pour pouvoir plus librement regretter que mes compatriotes ne se distinguent pas suffisamment des autres à ce sujet, et pour leur demander d'ouvrir les yeux avant qu'il ne soit trop tard.



Je veux bien que l'économie politique soit une science peu précise; j'admets encore qu'en la fourvoyant dans le libéralisme, la plupart des économistes ont introduit dans cette science des éléments passionnels qui ont conduit les marxistes, par exemple, à identifier l'économie politique en tant que telle avec le capitalisme et le libéralisme, au point d'employer ces divers termes comme des synonymes. Toutes ces discussions ne changent rien à l'affaire: la science économique existe! Un fait est un fait: on ne peut rien là contre.

On n'empêchera pas, par exemple, que, en économie libre, le prix d'un article plus rare qu'un autre d'utilité comparable soit plus élevé, parce qu'on ne changera rien au fait que, si plusieurs personnes désirent un même article avec une égale intensité, sans qu'intervienne aucun autre motif que leur désir, celle qui a le plus d'argent l'emportera. Cela ne signifie pas que toute législation sur les prix soit inutile et vouée à l'échec; cela nous avertit cependant que toute loi construite dans l'ignorance des réflexes psychologiques de l'homme risquera de périr.

Vouloir régler l'aspect social d'une question économique, par exemple celle des salaires, sans tenir compte de la science économique, apparaît aussi inconséquent et

dangereux que construire un gratte-ciel sur un terrain mouvant, c'est-à-dire au mépris des lois de la physique, sous un prétexte quelconque de nécessité commerciale ou d'urbanisme. Constaté qu'il existe des lois physiques n'a jamais obligé les hommes, que je sache, à s'interdire toute construction. La connaissance de ces lois, au contraire, leur a indiqué où et comment construire; et ainsi, par le jeu combiné de lois s'équilibrant les unes les autres, on a réussi des oeuvres irréalisables sans des connaissances techniques d'une précision inouïe. Aucune affirmation sentimentale ou sociale ne nous autoriserait à agir autrement sans mettre la vie du public en danger; il en est de même dans le domaine économique.



Sans doute, le social existe; je lui accorde même la primauté, dans l'ordre des réalisations. Mais cela ne le dispense pas de s'appuyer sur l'économique: on ne réalisera le social d'une façon pleine et durable qu'avec l'aide de l'économique.

C'est ce que démontre incidemment un article très au point de M. Noël Régis, dans la revue *Esprit* de juillet 1938, intitulé: *Salaires, coût de la vie et économie dirigée*, à l'occasion d'une discussion sur l'impossibilité pour un arbitre ou un surarbitre de décider, dans une procédure d'arbitrage obligatoire, de la plupart des cas qu'on lui soumettra. "Les conflits de salaires, écrit-il, ne se réduisent pas à un heurt d'intérêts individuels; ce heurt le plus souvent reflète une opposition existant dans la réalité entre des données économiques très générales. Les conséquences du conflit, les conséquences de la solution

ont une portée non moins générale. La détermination et la variation des salaires sont un des facteurs essentiels de la conjoncture." Il en conclut que c'est une singulière illusion de croire qu'un simple particulier, même revêtu d'une fonction arbitrale, arrive à régler un conflit de salaire, sa sentence devant constituer "une prise de position à l'égard de l'évolution de la situation économique, une action sur cette évolution, qu'il appartient aux seules autorités" de prendre. Que dire alors des conflits réglés par la force, sous la direction d'un chef syndical peu au courant des questions économiques et poussé uniquement par des intérêts particuliers ou des intérêts de classe, si respectables qu'ils soient?

Nous savons gré à Son Eminence le cardinal Ville-neuve d'avoir attiré l'attention du syndicalisme catholique sur ce point. Ses paroles méritent d'être enregistrées ici: "Quand on travaille à corriger une situation particulière", disait-il au congrès de la C. T. C. C., "il faut penser aux répercussions générales, parce que si nous cherchons simplement à corriger un petit coin, il pourrait arriver que l'on compromette l'ensemble; par exemple, si, à force de réclamer pour les ouvriers, on compromettrait l'agriculture, ou si, en demandant la hausse des salaires, on faisait tomber certaines industries. Je le répète. Je ne veux pas dire que vous ayez à négliger vos problèmes particuliers, mais il faut penser qu'il y a des problèmes très vastes que nous avons le devoir d'envisager. Peut-être les politiciens sont-ils exposés à regarder le problème tout de suite à la lumière d'une élection, mais peut-être aussi les ouvriers sont-ils exposés à regarder seulement leur métier et leurs salaires. Il faut s'éle-

ver afin de remettre la société en équilibre". (*Le Devoir*, 13 septembre 1938.) Et il ajoute plus loin: "C'est bien beau de demander au patron d'élever les salaires, mais si, ensuite, il est dans une situation d'infériorité par rapport à ses voisins, il ne pourra pas tenir". D'ailleurs, comme il l'avait expliqué précédemment: "Quelquefois on lui fait des reproches et cependant il est dans l'impossibilité, même s'il comprend ce qu'on lui dit, de faire ce qu'on lui demande".



On ne saurait parler plus sagement. De toute évidence, certains devoirs s'imposent aux chefs du syndicalisme catholique — pour ne parler que de celui-là, parce que c'est en lui que je mets mon espoir dans cette province. D'abord, de s'initier au fait économique ou d'appeler, dans leurs conseils, des économistes sérieux. Ensuite, d'étudier tous leurs problèmes à la lumière de ce fait économique et de rechercher les moyens économiques d'arriver à la solution désirée, celle-ci étant déjà éclairée par la doctrine sociale de l'Eglise. On évitera ainsi des erreurs graves, susceptibles de retomber la plupart du temps sur la classe ouvrière elle-même: à quoi bon, par exemple, accroître le salaire nominal de l'ouvrier si la hausse du coût de la vie en résultant conduit à une diminution du salaire réel? A quoi bon encore, si l'état du marché est tel que le consommateur refusera d'absorber, au nouveau prix de revient, une production suffisante pour soutenir l'entreprise?

Qu'on ne m'objecte pas que les syndicats, étant des organismes d'action, les transformer en cercles d'étude

risquerait de les affaiblir en compliquant leurs problèmes, en nuançant leurs opinions. Parlant à des catholiques, je répondrais tout simplement: "Etant catholiques, vous ne pouvez que vouloir être droits, être justes. Or, pour qu'une action soit droite, dans la conscience comme dans les faits, il est indispensable qu'elle soit éclairée. On n'agit pas pour agir; on agit pour bien faire, pour réaliser un ordre social chrétien; notre titre de chrétien ne nous dispense pas — bien au contraire — de tenir compte des réalités, ne nous confère pas la compétence et ne nous autorise pas à parler à tort et à travers".

Ce caractère catholique du syndicat rejoint d'ailleurs ici la raison pour nous amener à un deuxième point. Ayant bien étudié son affaire, ayant éclairé l'action qu'il propose d'entreprendre, le chef syndical doit engager son organisation dans la voie de la collaboration. La collaboration seule, d'ailleurs, permet la connaissance exacte des faits, parce que les patrons seuls possèdent certains renseignements.

Malheureusement, les patrons ne collaborent pas toujours; et l'usage de la force syndicale devient trop souvent indispensable. Mais attention à la lutte systématique! Il est des méthodes dont un chrétien ne doit pas user ou ne doit, en tout cas, user que dans des circonstances exceptionnelles, même si ses adversaires les pratiquent couramment. "Si nous faisons des syndicats catholiques simplement pour attaquer, a encore dit le cardinal Villeneuve, nous ne faisons pas oeuvre de restauration sociale".

La solution est évidemment, comme l'indique le cardinal, dans une évolution vers le corporatisme. Que les

chefs syndicaux ne s'imaginent pas qu'ils y arriveront par l'enrégimentement forcé, la grève systématique et l'ignorance des réalités économiques. Avec ces éléments, ils ne réaliseront pas la restauration sociale: ils nous conduiront à la débâcle sociale d'autant plus vite qu'ils seront plus puissants.

François-Albert ANGERS



## Les hautes études sociaux à Québec

J'assistais en 1936 à la Semaine sociale de Versailles. Un soir, à table, le hasard me place au milieu d'une demi-douzaine de Lillois. La conversation s'engage et va clopin clopant, lorsqu'un de mes voisins, ayant appris que je suis canadien, s'exclame:

— Canadien! Mais vous devez connaître le p. Lévesque...

Et l'on me dit quel souvenir très vivant mon compatriote a laissé à l'Institut catholique de Lille: élève brillant qui a su acquérir en quelques années une solide formation technique, dont l'intelligence répond à l'enthousiasme, et l'enthousiasme à l'intelligence.

— J'espère, ajoutait l'un, qui connaissait un peu les habitudes canadiennes, qu'on ne va pas en faire un prédicateur de carême ou un professeur de chimie... Il lui faudrait un poste où sa faculté d'invention pourrait jouer à plein, et où il resterait cependant dans sa ligne.

C'était faire une manière de prophétie. Je me la suis rappelée avec plaisir l'an dernier quand l'Université Laval annonçait la fondation d'une Ecole des Sciences So-

ciales, Politiques et Economiques, avec le p. Geo.-H. Lévesque comme directeur.

Les choses ont marché rondement. L'Ecole a déjà arrêté le choix de ses professeurs, elle a publié son programme, et dès le trente octobre elle ouvrira ses portes.

Trois idées maîtresses, nous apprend-on, ont inspiré les rédacteurs de ce programme: nécessité de baser l'enseignement sur la philosophie thomiste, devoir de considérer les problèmes à la lumière de la doctrine sociale chrétienne, souci enfin de répondre aux besoins particuliers de notre pays.

Les deux premiers considérants vont de soi: toute activité humaine doit trouver sa justification dans une saine métaphysique, sa raison dernière dans une conception religieuse du monde.

L'Ecole nous promet en troisième lieu qu'elle adaptera son enseignement aux exigences de notre pays. C'est fort bien. Le malheureux étudiant en sciences sociales et économiques de chez nous est souvent condamné à n'apercevoir les résonances canadiennes d'un problème que de loin, à la course, les meilleurs instruments de travail lui font défaut, alors qu'il existe à portée de sa main des monographies savantes sur l'Indochine ou le Tonkin. Par exemple, il lui sera plus facile de se renseigner sur les Trade-Unions anglais, le syndicalisme français ou belge, que sur nos propres mouvements ouvriers. Ce n'est pas céder à l'indigénisme que de voir là un défi au bon sens. — L'enseignement de Laval se montrera réaliste; souhaitons que son budget permette bientôt à l'Ecole nouvelle de s'agréger de nombreux professeurs de carrière, des spécialistes qui auront le loisir de mener les

enquêtes les plus urgentes et de nous présenter les quelques travaux basiques qui manquent encore.

Le p. Lévesque lui-même a acquis en Europe une solide formation spécialisée, et je crois savoir qu'à l'Ecole des Sc. S. P. et E. on ne fera pas fi des problèmes techniques. On y étudiera comme tels les mécanismes politiques, les lois sociales, la réalité économique; on s'y rappellera qu'en action sociale comme ailleurs, la bonne volonté ne dispense pas de la compétence, et que "le bon Dieu doit être aussi bien servi que le Diable".

### La Vérendrye

A. L.

Le superbe hommage que nos compatriotes du Manitoba viennent de rendre à la mémoire de La Vérendrye pourrait nourrir de longues méditations. (Ce n'est pas la première fois que les leçons nous viennent des "avant-postes...")

Cette race, dont nous sommes les mauvais fils, était féconde en robustes gaillards, imaginatifs et réalisateurs, colosses de l'aventure qui exprimaient l'exubérance et comme la surabondance de sa force. Rien de cela n'est tari, mais seulement amoindri, rapetissé, par suite d'une mauvaise orientation. Aujourd'hui nous sommes invités à recommencer l'effort, ou plutôt nous y sommes impérieusement conduits: montrer par l'audace créatrice que nous sommes en vie, que nous sommes capables d'inventer, de trouver du neuf, de courir l'aventure nécessaire. Le dilemme se pose: créer ou crever. S'immobiliser, ce serait trahir.

...Cette race est bien enracinée dans le sol. Plus elle consulte l'histoire, et plus elle est française; plus elle se penche sur ses origines, et plus irrémédiablement elle se sent attachée à la terre canadienne. Nous n'avons pas à interroger longuement la géographie de ce pays pour que des noms français surgissent, de grands noms méconnus.

...Voilà ce qu'ont suggéré à leurs visiteurs nos amis manitobains. Des Canadiens anglais ont joint leur hommage au leur, quelques officiels auraient même laissé entendre que le jour n'est pas loin où la minorité française de cette province recevra un traitement plus équitable.

Nous voulons dire à nos amis de l'Ouest que nous nous sommes sentis avec eux de cœur (notre bourse ne nous ayant pas permis d'y être autrement...).

## Son Excellence Mgr Georges Gauthier et l'"Osservatore Romano"

Nous tenons à signaler le témoignage que vient de rendre à Son Excellence Monseigneur Georges Gauthier, archevêque-coadjuteur de Montréal, l'*Osservatore Romano*. Cet organe du Vatican, dans son numéro du 14 mai 1938, publia un article concernant les tentatives communistes au Canada. Il y signale d'une façon tout à fait flatteuse la lettre circulaire publiée par Son Excellence Monseigneur Georges Gauthier le 15 mars 1938 sur le communisme.

Nous détachons de cet article les passages suivants qui, nous en sommes sûrs, réjouiront non seulement les diocésains de Son Excellence Monseigneur Georges Gauthier mais encore tous les Canadiens :

"Dans tout le Canada, écrit l'*Osservatore Romano*, une lettre pastorale de l'archevêque coadjuteur de Montréal, S. Exc. Mgr Gauthier, a eu récemment un écho rapide et profond. C'étaient précisément le communisme et ses grands dangers qui étaient traités dans cette Lettre d'une façon générale et supérieure, avec une richesse d'avertissements précieux et de rappels salutaires. L'Eminentissime cardinal Villeneuve et d'autres évêques s'y sont associés par des déclarations publiques.

Le document qui synthétise mieux que tout autre exposé l'intention salutaire de l'Eglise catholique contre le funeste mouvement antireligieux et antisocial du communisme mérite d'être largement signalé: nous le ferons dès que nous le pourrons."

### Notre numéro spécial

Le numéro spécial que nous publierons en novembre sur *la coopération, instrument d'émancipation économique pour les Canadiens français*, groupera des collaborateurs spécialisés dans la question: le r. p. Geo.-H. Lévesque, o.p., MM. Victor Barbeau, Gérard Filion, W. Guérin, Thuribe Belzile, Paul Marquis et Fr.-Albert Angers.

Nos amis voudront sans doute donner à cette synthèse une grande diffusion. Ils peuvent adresser tout de suite leur commande au secrétariat.

## LES LIVRES

### Deux livres de l'abbé Groulx

La maison Granger Frères réédite deux livres importants de l'abbé Groulx.

*La Naissance d'une Race* (3e édition, revue et corrigée), qui vient de paraître, demeure l'une des principales contributions historiques du professeur. On sait en quelle estime un Olivar Asselin tenait cette puissante synthèse, bâtie "à la française", où la fameuse liste des gouverneurs de la Nouvelle-France n'occupe pas toute la place, mais qui s'intéresse aux réalités sociales, économiques et religieuses du régime français.

Depuis longtemps *Une croisade d'adolescents* était introuvable en librairie. Ce livre publié en 1912, la première œuvre de l'abbé Groulx, raconte la création, le développement et les avatars d'une J.E.C. avant la lettre que l'abbé Groulx avait fondée à Valleyfield au début du siècle. De jeunes aumôniers ont cru que cette expérience, tentée en pays canadien alors que l'Action catholique n'était pas encore à la mode, leur serait d'une grande utilité; ils ont obtenu de l'auteur qu'il réédite ce volume. Une édition entièrement remaniée paraîtra donc très bientôt chez Granger.

### "Le Bilinguisme au Canada"

Le dernier livre d'Hermas Bastien, paru aux éditions de l'A.C.-F., nous parvient au moment où nous allons sous presse. Nous en parlerons en novembre.

L'auteur y étudie le bilinguisme sous tous ses aspects (au parlement, dans le fonctionnarisme, à l'école; chez nos minorités, etc.). Nous avons rapidement parcouru son livre, qui ne manque ni de franchise ni de rudesse; il intéressera, notamment, tous ceux que préoccupe le terrible problème de l'éducation, et qui estiment, avec l'auteur et avec Péguy, qu'il faut "gueuler" la vérité.



### Voix de la solitude

Par Georges Bugnet. Les éditions du Totem, Montréal, 1938.

"...la poésie prosaïque de Boileau lui-même est bel et bien de la poésie, de la vraie poésie, tout simplement parce que ce

sont des vers". Est-ce bien suffisant? La poésie se réduit-elle à la versification? N'est-elle pas plutôt un art tout intérieur, une puissance faite à la fois de clairvoyance et de fièvre, qui utilise pour son expression certains modes plus ou moins définis? Il est périlleux de confondre le métier et la source vive qui l'alimente.

Je me rapproche davantage de M. Bugnet, quand il condamne les poètes qui "sous prétexte d'indécis... nous écrivent de véritables rébus". Pour quelques poèmes précieux et d'une qualité rare, que d'obscurités et d'hermétisme studieux chez Eluard, Supervielle, P. J. Jouve, Audiberti! L'excès contraire est aussi détestable; M. Bugnet pêche peut-être par abus de netteté, au détriment d'une certaine densité par où se trahit l'opulence. Il se veut dépouillé, il réussit parfois à n'être que dénudé.

Ses *Voix de la solitude* nous apportent l'écho des nuits, plus exactement de la Nuit, entité majestueuse et ordonnatrice des mondes. L'inspiration de M. Bugnet, volontiers cosmique, traduit à merveille, en des vers d'une abstraction voulue, "l'invisible splendeur de l'immobilité". Serait-il exagéré de leur découvrir une parenté éloignée avec l'indifférence hautaine de Vigny (l'amertume en moins) et l'objectif é attachante de Leconte de Lisle (voir le Coyote, le poème le plus réussi (ou recueil)?

Mais à tout cela je préfère le conte qui clôt le volume. Dans *Le pin du masque*, M. Bugnet atteint à la fois au grand art et à un art spécifiquement canadien. Un arbre, l'existence d'un arbre dans la plaine, au bord d'un étang, un arbre témoin de la beauté d'une femme, de la haine et de la douleur des hommes, fait l'unité de ce récit. C'est d'une simplicité classique. N'eût-il écrit que ces quelques pages, M. Bugnet eût mérité d'occuper une place de choix dans nos lettres.

Roger DUHAMEL

## L'Ecole Sociale Populaire

No 291: Lettre encyclique de N.T.S.P. Léon XIII sur la liberté humaine. 1961 est, rue Rachel, Montréal. Avril 1938,

L'E.S.P. publie ce document "pour éclairer ceux qui ne veulent pas se contenter d'idées confuses" sur un sujet d'une telle importance "et répéter après tant d'autres les inepties que l'on accroche au mot de liberté".

No 293: Pour que vive notre français par le P. Gabriel LaRue, s.j. Juin 1938.

Il faut un certain courage pour s'attaquer après tant d'autres au problème de la langue, et beaucoup de bonheur pour sortir vivant de l'aventure.

Le P. LaRue fonce sur l'obstacle. Notre français souffre, rappelle-t-il, de sérieuses maladies, de telle sorte qu'il y perd son prestige. Or *une langue qui perd son prestige est une langue finie*. Elle participe au sort de ceux qui la parlent; que les Canadiens français, économiquement, politiquement, socialement, témoignent qu'ils sont un peuple sans ressort, dépassé, inférieur, et la langue, quelle que soit sa valeur propre, s'effondrera. C'est déjà commencé.

Dans une seconde partie, l'auteur répond aux objections que nous commencions à nous poser: la langue n'étant pas un absolu, jusqu'où doivent et peuvent aller nos sacrifices en sa faveur? Nous battons-nous pour une chimère? — Non. Le français, "chez nous garant de fidélité" nous rattache à notre foi, à notre culture. Pour mieux défendre la langue, *il faut dépasser la langue*, ce qui n'empêchera pas l'auteur de célébrer, sur le mode lyrique, tout en sachant raison garder, mais avec une amoureuse partialité, les mérites et la valeur du français.

Je rends les armes. Il a fallu lire avec joie, parfois avec enthousiasme, surtout la première partie, où la documentation n'enlève pas au style sa rapidité, et qui est robuste sans lourdeur.

*No 294: L'Action catholique et les religieuses, par le P. Papin Archambault, s.j., Juillet 1938.*

Ce qui, chez le P. Archambault, caractérise l'homme d'action, c'est le sens de l'actualité: esprit très profondément sacerdotal, attentif aux accidents de la vie, aussi bien publique que privée.

L'Action catholique est, pour qui sait voir, l'un des phénomènes les plus prodigieux de ce temps. Nul chrétien ne doit vivre en marge de ce courant. Quel sera dans ce domaine la fonction des religieux non prêtres et des religieuses? Voilà ce que définit dans une brochure documentée, précise et un peu didactique, le directeur de l'E.S.P.

A. L.

### Regards catholiques sur le monde

*Claudiel, Stanislas Fumet, Maritain, René Schwob, Gabriel Marcel, Ed. LeRoy, Madaule, Emmanuel Mounier, Mauriac, Henri Ghéon, R. P. Forestier, Ch. Cardijn, Robert Garric, P. Doncoeur m'ont confié... par Dominique Auvergne. Desclée de Brouwer, Paris, 1938.*

Faut-il, pour aimer ce beau livre, connaître la plupart des écrivains interrogés, ou du moins leurs oeuvres, et sans cela leurs réponses paraîtraient-elles un peu grêles? Je ne le crois pas: car Dominique Auvergne a su, d'un crayon rapide, nous décrire les étapes de leur vie, et, dans ses réussites, donner l'impression physique de leur présence.

Il y aurait un grave article à écrire pour montrer quelles pensées denses se cachent derrière ces dialogues un peu désordonnés, et faire ressortir l'unanimité du témoignage fourni par ces chrétiens. Comme il s'agit ici de l'homme et non de l'auteur, je m'attarderai plutôt aux confidences qui nous sont faites, au hasard de la conversation, et luisent aux interstices.

C'est ainsi que Claudel nous avoue rudement ce qu'il pense de la prédication (et de l'enseignement catéchistique): *On fait beaucoup trop de mystique et de théologie, et le peuple est dans une ignorance incroyable de l'Écriture Sainte et de l'Histoire de l'Église. Et cependant quelle mine d'intérêt!... Pourquoi les prédicateurs n'en usent-ils pas davantage [du pouvoir de l'anecdote] au lieu de dévider des développements filandreux que personne n'écoute? Il y aurait tout un livre à écrire qui serait intitulé: De l'éloquence sacrée considérée au point de vue du consommateur... Et les catéchismes...*

René Schwob nous a longuement entretenus de Rome et des misères des chrétiens. Il conclut: *A la belle formule de Maritain: Primauté du spirituel, je crois qu'il faudrait ajouter dans l'ordre des moyens celle-ci, où il n'y a place pour aucune équivoque: Primauté de notre sacrifice. Elle exprime toute la vocation du chrétien.*

Gabriel Marcel, homme de droite, nous met en garde. Selon lui, *le drame espagnol... ne permet pas... les affirmations simplistes auxquelles on se heurte partout.*

...Il s'agit d'apostolat intellectuel. On demande à Edouard LeRoy comment orienter cet effort: comment servir?

— *Je crois que ce qu'il faut, c'est de ne pas trop publier de Discours de la Méthode et faire les choses.*

— *Comment?*

— *Quand on est historien, qu'on fasse de l'histoi-*

re; quand on est philosophe, qu'on fasse de la philosophie... En somme, chez ceux que ces tâches concernent, un effort de rénovation dans l'ordre intellectuel.

Oui, commente implicitement Mounier. *Il faut que les catholiques partent à l'exploration de ce monde, qu'ils connaissent si mal. On a fait beaucoup de choses en dehors de nous.*

Henri Ghéon, de mère catholique, a perdu la foi:

— *Je vivais au milieu de gens sans religion et parfaitement honnêtes. Il est très dangereux de trouver chez des incroyants des vertus qui n'existent pas toujours chez les autres.*

L'avenir laissera-t-il aux catholiques le temps d'accomplir leur oeuvre? interroge Dominique Auvergne. Il y a les ennemis intérieurs de la France: francs-maçons, catholiques...

— *Ça m'est tout à fait égal, la franc-maçonnerie ou le communisme, riposte le père Doncoeur. La question est de savoir si les catholiques sont capables de vivre leur foi catholique. S'ils n'en sont pas capables, ni la protection de la loi, ni le secours des gendarmes ne leur serviront à rien. [Nous souviendrons-nous de ceci?]*

*Il y a des prospérités artificielles: une grande façade, et par derrière, rien. Un jour tout dégringole, parce qu'il n'y avait rien derrière. On avait tellement de protection de la part des pouvoirs! Sous couleur de catholicisme, il existe tout un "établissement" qui n'a aucune espèce de vigueur et qui sera balayé par la violence ou par le mépris. Le bon Dieu aime assez son Eglise pour faire cela. Qu'il ne survive qu'un catholicisme de pleine sève, et j'en suis ravi. C'est dans l'Evangile: "Si l'arbre porte des fruits, mon Père l'émondra, le taillera pour qu'il en porte plus encore".*

La question est là, non ailleurs. Nous sommes en train de demander: *Qu'est-ce que Hitler fera? Qu'est-ce que les communistes feront?* etc... Ce n'est pas digne d'un homme. *Qu'est-ce que NOUS sommes capables de faire?*

En dépit de quelques absences considérables—par exemple, celle de Bernanos—, et de quelques trous—l'interview de Mauriac est décevante—, ce livre constitue un riche panorama de la pensée et de la vie catholiques en France.

André L.

## Equilibres

*Par l'abbé Jacques Leclercq. Editions de la Cité Chrétienne, Bruxelles, 1938.*

L'homme est équilibre, du moins s'il consent à son devoir d'homme. Des tendances contradictoires qui l'agitent (l'un et le multiple; instinct individuel et instinct social; l'absolu et le relatif; âme et corps...) il ne doit écarter aucune, et il lui est impérieusement demandé de se réaliser en un ordre supérieur.

Alors, "dans tout ce qui concerne l'homme et le monde, le simple est faux, et toute doctrine simple [v. g. les totalitarismes moderne, communiste aussi bien que fasciste] ne peut aboutir qu'à des effondrements". La seule doctrine simple qui reste en même temps vraie, c'est le christianisme: "un totalitarisme dans l'autre monde..." Il ne faut pas s'imaginer qu'on trouve Dieu dans les contingences.

...Dans ces quelques pages, si vraies, si dépouillées, et qui pourtant offrent une pâture savoureuse à la méditation, je reconnais la sagesse de l'abbé Leclercq. L'ermite de Pepingen nous livre le fond de sa pensée réaliste, complexe, et dont le pessimisme serait désespéré, s'il n'était chrétien.

A. L.

## La sphère et la croix

*Roman, par G.-K. Chesterton. Traduction de Charles Grolleau. Collection Intermèdes, chez Desclée de Brouwer, Paris.*

Sous son déguisement paradoxal coutumier, Chesterton, dans ce roman, propose une virulente satire du monde moderne, confit en une exaltation mécaniste qui opprime son âme; le symbolisme du titre, *La sphère et la croix*, oppose l'orgueil satisfait et destructeur à l'amour crucifié et triomphant.

Les personnages chevauchent deux mondes, le sensible et le mystique, et ont la langue et l'accent qui y correspondent. L'Écossais Turnbull, directeur du journal *l'Athée*, n'arrive pas à scandaliser Londres de ses déclarations incroyables. Sa feuille, en érucation forcenée de blasphèmes, vivote dans l'indifférence. Survient un autre Écossais, Mac Ian, montagnard exalté, catholique à foi de charbonnier, qui fait un gros éclat à Turnbull, lequel réplique brutalement. Les deux s'affrontent bientôt dans un cartel monstre où s'étale la badauderie du temps présent. Toute l'Angleterre est sur pied.

La nation entière est mobilisée, à l'affût de ce duel, où les deux véritables protagonistes, cachés sous l'affabulation, sont le Christ et Satan, mais où les apparences seules passionnent tout le pays, la magistrature, la politique, la police, la science: immense fumisterie organisée par les journaux, "ces ministres de l'anarchie moderne". Pour l'homme actuel, le choc des idées n'est plus rien: on en fabrique des nouvelles à sensation.

Les aventures mi-cocasses, mi-tragiques se poursuivent à un rythme accéléré. C'est la chasse à l'homme dans des conditions fantastiques. Mac Ian et Turnbull sont enfermés dans une maison de fous, où un tas de gens sains finissent par les y rejoindre, dans le triomphe de la croix sur la sphère.

Un comique fort et lourd. Des épisodes baroques qui confinent au cauchemar. Au milieu d'événements hallucinants, des trouvailles d'humour, des saillies philosophiques, des fusées lumineuses dans une nuit noire, des perspectives saisissantes sur le mystère de la vie: tout cela, mêlé, enchevêtré dans un désordre apparent, déconcertant. On sort de là courbaturé, mais stimulé par une abondance intarissable d'idées, un jaillissement de pensées, où l'éclat, le mirage fatiguent et retiennent l'attention. Livre riche, de signification un peu confuse, d'une matière variée et copieuse.

Arthur L.

## La France attend sa jeunesse

*Enquête sur la France qui vient, par Xavier de Lignac. Collection Présences, librairie Plon, Paris, 1938.*

Xavier de Lignac n'a pas cédé aux séductions du "mythe" de la jeunesse, il n'a pas cru qu'on peut, pour avoir compulsé deux cents lettres, emboucher la trompette au nom de toute une génération. S'étant rappelé que la grandeur de la jeunesse, selon ce que dit Daniel Rops en préface, "n'est pas d'être un fracassant et glorieux présent: c'est d'être un devenir", l'auteur a mené son enquête dans tous les milieux de France, avec un demi-sourir ironique.

Ces jeunes gens sont plus sages qu'on ne l'imaginait, parfois trop sages. On est frappé par l'unanimité dont elle fait preuve: qu'ils soient "de gauche" ou "de droite", les correspondants de Lignac optent avec la même ferveur pour *les valeurs personnelles*, repoussant avec un égal mépris toute tentative pour séparer artificiellement la pensée d'avec l'acte (on évoque à part soi la pensée de Jacques Rivière: "Celui qui croit vaut

mieux, pèse davantage, contient plus de vie que celui qui doute..."). Mais ils se méfient du vocabulaire idéaliste qui camoufle le jeu des intérêts conservateurs: ainsi se détournent-ils à peu près tous de Genève. Il faut le dire, car leur refus des régimes totalitaires pourrait laisser croire qu'ils se rallient à un démocratisme S.D.N., c'est-à-dire périmé.

Un chapitre sur la France et son empire, s'il ne nous intéresse qu'indirectement, révèle l'une des sources intactes de la France: cette race des grands coloniaux français, inépuisable, qui ne donne pas toujours des Lyautey, mais se donne avec une furie, un élan, une fraîcheur dont on ne croyait plus la France capable.

Livre forcément inégal, avec des trous et des redites: l'enquêteur devait utiliser la matière qu'on lui a fournie. Il l'a fait d'ailleurs avec beaucoup de tact et de prudence.

A. L.

### Aux collégiens

Les abonnements de collège posent à chaque début d'année un problème à l'Administration: certains collégiens quittent leur institution sans nous avertir, et plusieurs revues se perdent ainsi sans que nous le sachions.

Ces abonnés auraient-ils l'obligeance d'acquitter leur dette au plus tôt? Ils nous rendront ainsi un grand service.

En fin octobre, nous serons forcés de retrancher de nos listes les noms de ceux qui ne sont pas en règle avec l'Administration.

## LES REVUES

Sous cette rubrique, nous signalerons désormais les articles publiés par des revues canadiennes, françaises ou étrangères, que nous jugeons susceptibles d'intéresser nos lecteurs.

Ce ne pourra être, bien entendu, qu'un panorama rapide et incomplet.

Nous y ferons large place aux tentatives nouvelles ou mal connues.

La R.

### L'Actualité Economique (Montréal)

**Mai.** — **La province de Québec est-elle un Etat?** se demande notre collaborateur Maximilien Caron dans un exposé très ferme et très documenté, l'une des thèses les mieux charpentées que nous ayons lues sur la question. Nous n'entrerons pas dans le détail des discussions juridiques, et nous irons tout de suite à la conclusion. Pour M. Caron, "le Québec est une entité politique, une personne morale. Celle-ci réunit, sur un territoire qui est le sien, sous une autorité commune, bien organisée et suprême, trois millions d'hommes dont elle peut régir les droits. Notre province, dans son champ d'activité, qui est très étendu, possède la même souveraineté intérieure que l'autorité impériale. Elle est indépendante de tous pouvoirs; elle est autonome. Elle ne jouit pas de la souveraineté extérieure; cela n'importe pas, nous l'avons vu. Elle constitue un Etat." Et l'on pressent la conclusion pratique, que M. Caron ne fait qu'amorcer: "**la province de Québec demeure juge de l'opportunité d'abandonner les privilèges que lui confère sa charte constitutionnelle.**"

E. L.

### L'Ordre Nouveau (Montréal)

**5 et 20 août.** — Le p. Ledit, s.j., nous signale l'**Evolution intéressante** et très curieuse que subit le communisme: d'une part il ne fait aucun doute que son prestige dans le monde n'ait notablement diminué; d'autre part les partis communistes, sauf en France peut-être, ont partout amélioré ou consolidé leurs positions. "Mystique et

politique", disait Péguy. Aujourd'hui, en U.R.S.S., la mystique marxiste est aux catacombes, pendant que triomphe la tyrannie opportuniste du tsar Staline.

E. L.

### Paysana (Montréal)

On étudie trois ans pour devenir avocat; six ans, pour devenir médecin; quatre, pour être ingénieur, etc. Pendant combien de temps les jeunes filles se préparent-elles à leur rôle futur de maman, c'est-à-dire d'éducatrice, et de maîtresse de maison?...

Madame Françoise Gaudet-Smet offre **Paysana** aux femmes de nos campagnes. Elle leur tient, avec beaucoup de verve, le réaliste langage du bon sens. La vie est dure aux champs, leur dit-elle, preuves à l'appui, mais elle risque d'être sordide en ville. Prenez conscience de votre vocation, apprenez tout ce que vous pouvez faire à l'intérieur du foyer pour le rendre plus joyeux.

Et l'on ne prend pas le ton de la rêverie sentimentale, l'on ne perd pas son temps à refaire ces glorieuses Bucoliques, lesquelles enchantent le citadin mais ne gardent personne à la terre. L'on s'entretient, entre femmes, des travaux domestiques, des améliorations possibles, on fait des suggestions plausibles, on s'intéresse aux arts ménagers, à la cuisine, à la mode, à l'éducation des enfants, aux menus problèmes que toute paysanne rencontre fatalement sur sa route.

"Dans sa robe de toile et de laine du pays, **Paysana** vous arrive": fraîcheur, présentation variée, collaborateurs chez qui la compétence n'étouffe pas la spontanéité. Et par-dessus tout cette formule qui convient à toutes les oeuvres courageuses: **on n'attend pas les temps meilleurs, on les fait.**

G. P.

(Abonnement: \$1.00 par année. La Parole Limitée, Drummondville).

### Foreign Affairs (New-York)

**Avril.** — Nous sommes heureusement tenus au courant de ce qui arrive chez nous par des publicistes étrangers: il ne se passe pas une semaine sans qu'un brave Américain ou un brave Anglais nous signale un **Embryo of Fascism in Quebec**. Pour une fois l'auteur, qui se cache

derrière l'initiale S., mêle à l'agréable, c'est-à-dire à la fantaisie toute pure et aux faux manifestes, un peu d'utile: des vérités ou des demi-vérités. L'on nous rappelle que les Canadiens français lisent très peu, fréquentent sans assiduité les rares bibliothèques qu'ils possèdent, et se croient cependant les Athéniens du nouveau continent; que nos bacheliers manquent le plus souvent de cette initiative, de cette faculté d'invention qui leur permettraient d'arriver ici aux postes de commande; que les "progrès sociaux" ont été chez nous fort lents, etc, etc. Bref, si les Canadiens français sont mal en point dans leur propre pays, cela dépend d'eux plus que des autres. En quoi **Foreign Affairs** n'est pas tellement original, mais nous sommes ainsi faits que nous croyons surtout aux vérités irritantes que les autres nous servent: allons donc recevoir la discipline des mains de monsieur S., observateur intelligent, mais qui ne nous aime pas.

A. L.

### L'Ordre Nouveau (Paris)

15 juin. — Numéro spécial intitulé: les responsables. Plusieurs articles remarquables, même s'ils sont un peu trop brefs. Thierry Maulnier: "Le caractère le plus remarquable du gouvernement de la droite en France, depuis vingt ans, comme de l'attitude de la droite dans l'opposition, n'a pas été à proprement parler la faiblesse, l'incompétence politique, l'égoïsme, la sottise: il a été la peur." Ce qui explique plusieurs échecs qu'il ne faut pas imputer à la doctrine; la trahison des hommes n'entame pas la valeur d'une idéologie. Jean Maze: "Réformisme et sur-enchère, voilà les deux pôles dérisoires entre lesquels oscille perpétuellement la social-démocratie, sans parvenir jamais à bâtir une synthèse vivante aussi éloignée de la combine politicienne que des dogmes morts... La veulerie est le propre des socialismes à travers le monde." Pierre Dominique: "Le parlementarisme a jeté dans une impasse le régime d'Assemblée. A l'heure actuelle, le système empêche, dans neuf cas sur dix, les meilleurs esprits d'arriver. Le système demande en effet des candidats — pour qu'ils entrent à la Chambre — une attitude d'antichambre qui interdit à beaucoup d'hommes de caractère de se présenter, ou qui provoque leur échec." D'où la montée à la surface de la lie de la population. René Dupuis: "En réalité, la S.D.N. n'était guère que la forme institutionnelle de la courtoisie dont la France et l'Angleterre enten-

daient couvrir leur volonté de diriger l'Europe à leur guise." Cette odieuse supercherie nous amenait à l'état de paix armée que nous vivons. Denis de Rougemont: "S'engager, ce n'est pas se mettre en location. Ce n'est pas "prêter" son nom ou son autorité. Ce n'est pas faire payer sa prose par **Ce Soir** plutôt que par l'**Intransigeant**. Ce n'est pas signer ici plutôt que là. Ce n'est pas passer de l'esclavage d'une mode à celui d'une tactique politique. Ce n'est pas du tout devenir esclave d'une doctrine, mais au contraire, c'est se libérer et assumer les risques de sa liberté". Comment dénoncer plus lucidement la sottise de ces écrivains qui se croient pasteurs de peuples parce qu'ils ont écrit quelques romans qui se vendent bien?

**15 juillet.** — Jean Rigault, dans un article ramassé, dresse le tableau des finances publiques depuis la guerre.

R. D.

## Esprit (Paris)

**1er juillet.** — Le gouvernement soviétique ayant cru "la superstition" définitivement morte en U.R.S.S., son action antireligieuse s'est relâchée en 1936 et au début de 1937: le nombre des sans-Dieu est tombé de cinq à deux millions, la constitution s'est faite (sur le papier) plus libérale et la politique de "la main tendue" s'en est trouvée facilitée.

Mais au printemps 37, les dirigeants russes lancèrent le cri d'alarme: non, l'Eglise orthodoxe n'était point vaincue. Après un important article de N. Kroupskaïa (veuve de Lénine) aux *Izvestia*, ce furent les nouvelles instructions de l'officiel Yaroslavsky, appuyées sur des statistiques renversantes: 30% de la population urbaine et les deux tiers de la population rurale seraient croyants; il y aurait 30,000 paroisses enregistrées, (sans compter les nombreux popes ambulants) et 750,000 **chrétiens militants**. Autre trait significatif: le clergé, qui vit pauvrement, a repris contact avec le peuple, il ne combat pas la dictature prolétarienne mais utilise à fond sa liberté relative, de sorte que son rôle social s'est considérablement accru. — D'où, recrudescence des persécutions, par quoi les chefs des sans-Dieu montrent qu'ils reconnaissent eux-mêmes leur défaite.

Tel est le panorama tracé par Hélène Iswolsky sur le **mouvement religieux en U.R.S.S.** Les affirmations les plus déconcertantes s'appuient sur une documentation aussi abondante que sérieuse, semble-t-il.

A. L.